

APPEL A MANIFESTATION D'INTERRET

Projet interreg pour la résilience des forêts de l'Océan indien

Production des plants forestiers, reboisement et sensibilisation à la protection et à la préservation des forêts à Madagascar et à Mayotte



Contenu

Présentation du projet Interreg Mayotte-Madagascar	6
I. Financement fonds Interreg	6
II. Appel à Manifestation d'Intérêt	6
a. Présentation de l'appel	6
b. Thématiques éligibles	6
c. Pilotage du projet	6
d. Gouvernance du projet	6
e. Echanges avec les deux territoires	6
f. Modalités de participation	7
III. Résilience des forêts de Madagascar	7
IV. La région Boeny	7
V. Mayotte	7
VI. Production des essences forestières locales	8
VII. Reboisement des forêts dégradées	8
VIII. Sensibilisation à la préservation et à la protection des forêts	8
IX. Objectifs du projet	9
X. Bénéficiaires visés	9
XI. Activités prévues	10
XII. Budget alloué	10
XIII. Suivi et évaluation du projet	10
a. Contrôle régulier des progrès	10
b. Évaluation à mi-parcours	10
c. Évaluation finale	10
XIV. Indicateurs de performance	10
XV. Impacts attendus	11
a. Impacts environnementaux	11
b. Impacts économiques	11
c. Impacts sociaux	11
XVI. Pérennisation des actions	11
XVII. Retombées économiques	12
a. Création d'emplois	12
b. Revenus pour les communautés	12
c. Retombées indirectes	12
XVIII. Retombées environnementales	12

a.	Restauration des écosystèmes forestiers	12
b.	Captation du carbone	12
c.	Préservation de la biodiversité	13
XIX.	Retombées sociales	13
a.	Amélioration des conditions de vie	13
b.	Renforcement des compétences	13
c.	Promotion de l'égalité des genres	13
d.	Cohésion sociale et solidarité	13
XX.	Partenariats et collaborations	13
a.	Partenariats stratégiques.....	13
b.	Synergies régionales	14
c.	Implication des parties prenantes	14
	Article 1er – Identification de l'organisateur du présent Appel à Manifestation d'Intérêt	16
	Article 2 – Contexte et enjeux du présent Appel à Manifestation d'Intérêt à Madagascar et à Mayotte	16
	Résilience des forêts de Madagascar	16
	Résilience des forêts de Mayotte	16
	Article 3 – Critère d'éligibilité	18
	Article 4 – Dossier de présentation des candidatures	18
	Article 5 – Dossier administratif de candidature	18
	Article 6 - Questions et demandes de précisions des candidats	19
	Article 8 – Critères de sélection	19
	Article 9 – Modifications de l'Appel à Manifestation d'Intérêt	19
	Article 10 – Calendrier et informations pratiques quant aux modalités de dépôt des candidatures	20
	Article 11 – Description succincte des grandes actions du projet	20
	Action 1: Production des plants forestiers à Mayotte et à Madagascar	20
	Article 1: Objet du cahier des clauses techniques particulières	20
	Article 2: Définitions et terminologie	20
	Article 3: Exigences générales	21
	Article 4: Caractéristiques des jeunes plants forestiers	21
	Article 5: Exigences pour la production des jeunes plants	22
	Article 6: Exigences pour l'élevage des jeunes plants	22
	Article 7: Exigences pour l'entretien des jeunes plants	23
	Article 8: Contrôle de la qualité des jeunes plants	23
	Article 9: Emballage et transport des jeunes plants	24
	Article 10: Stockage des jeunes plants	24

Article 11: Livraison des jeunes plants.....	25
Article 12: Réception et acceptation des jeunes plants	25
Article 13: Garantie et responsabilité.....	25
Article 14: Suivi et traçabilité.....	26
Article 15: Formation du personnel.....	26
Article 16: Sécurité et hygiène.....	27
Article 17: Protection de l'environnement	27
Article 18: Sous-traitance	28
Article 19: Assurance qualité	28
Article 20: Modifications et adaptations	29
Article 21: Résiliation du contrat	29
Article 21: Règlement des différends	30
Article 22: Dispositions diverses.....	30
Article 23: Annexes techniques	30
Annexe 1: Spécifications techniques des jeunes plants	31
Annexe 2: Protocoles de contrôle qualité	32
Annexe 3: Modèles de fiches de suivi.....	32
Annexe 4: Consignes de sécurité et d'hygiène	33
Annexe 5: Procédures d'assurance qualité.....	33
Annexe 6: Formulaires contractuels.....	34
Action 2 : Reboisement des forêts dégradées à Madagascar et à Mayotte.....	34
Article 1 : Introduction.....	34
Article 2 : Contexte du projet	34
Article 3 : Objectifs du projet.....	35
Article 4 : Zones cibles du projet	35
Article 4 : Forêts dégradées de la région de Boeny à Madagascar.....	35
Article 5 : Forêts départementales de Mayotte	36
Article 6 : Résilience des forêts de l'océan Indien	36
Article 7 : Exigences techniques pour le reboisement	37
Article 8 : Préparation du terrain.....	37
Article 9 : Choix des espèces à planter	38
Article 10 : Techniques de plantation.....	39
Article 11 : Entretien des jeunes plants.....	39
Article 12 : Suivi et évaluation	40
Article 13 : Implication des communautés locales	41

Article 14 : Renforcement des capacités	41
Article 15 : Partenariats et collaborations	42
Article 16 : Aspects réglementaires et légaux	43
Article 17 : Considérations environnementales	43
Article 18 : Aspects sociaux et économiques.....	44
Article 19 : Durabilité du projet	44
Article 20 : Plan de financement.....	45
Article 21 : Calendrier prévisionnel	46
Article 21 : Rôles et responsabilités des parties prenantes.....	47
Article 22 : Gestion des risques	47
Article 23 : Indicateurs de performance	48
Article 24 : Livrables attendus	49
Article 25 : Processus de sélection du prestataire.....	50
Article 26 : Critères d'évaluation des offres	50
Article 27 : Modalités de suivi et de contrôle.....	51
Article 28 : Conclusion et perspectives.....	51
Action 3: Sensibilisation à la protection et à la préservation des forêts à Mayotte et à Madagascar	52
Article 1 : Introduction.....	52
Article 2 : Contexte	52
Article 3 : Objectifs du CCTP	52
Article 4 : Périmètre géographique	53
Article 6 : Forêts de Mayotte	53
Article 7 : Forêts de Madagascar (région de Boeny)	54
Article 8 : Sensibilisation à la protection des forêts	54
Article 9 : Sensibilisation à la préservation des forêts.....	55
Article 10 : Groupes cibles	55
Article 11 : Activités de sensibilisation	55
Article 12 : Supports de communication	56
Article 13 : Événements de sensibilisation	57
Article 14 : Indicateurs de suivi et d'évaluation.....	58
Article 15 : Livrables attendus	58
Article 17 : Compétences requises	59
Article 18 : Expérience du prestataire	60
Article 19 : Références similaires.....	60
Article 20 : Durée de la mission	61



Article 21 : Modalités de paiement	62
Article 22 : Critères de sélection.....	62
Article 23 : Procédure de candidature.....	63
Article 24 : Composition du dossier de candidature	63
Article 25 : Date limite de dépôt des offres.....	64
Article 26 : Modalités d'évaluation des offres.....	65
Article 27 : Notification du résultat	65
Article 28 : Signature du contrat.....	66
Article 29 : Début de la mission	66

Présentation du projet Interreg Mayotte-Madagascar

I. Financement fonds Interreg

Le programme Interreg est un outil de financement européen destiné à favoriser la coopération transfrontalière, transnationale et interrégionale. Dans le cadre de ce programme, des fonds sont alloués pour soutenir des projets visant à relever des défis communs au-delà des frontières nationales. Ces projets permettent de partager les meilleures pratiques et de développer des solutions innovantes pour améliorer la résilience des forêts, en particulier dans les régions de Mayotte et de Boeny à Madagascar.

II. Appel à Manifestation d'Intérêt

a. Présentation de l'appel

Cet appel à manifestation d'intérêt vise à identifier des projets innovants et durables qui contribueront à la résilience des forêts de Madagascar (région Boeny) et de Mayotte. L'objectif est de valoriser les ressources forestières locales à travers diverses initiatives, du reboisement à l'amélioration des moyens de production. Les porteurs de projet sont invités à soumettre leurs idées et propositions dans le cadre de ce programme de financement Interreg.

b. Thématiques éligibles

Les thématiques prioritaires de cet appel concernent le reboisement des forêts dégradées, la production d'essences forestières indigènes et les actions de sensibilisation à la préservation des forêts. Les porteurs des projets devront s'inscrire dans l'une ou plusieurs de ces orientations stratégiques.

c. Pilotage du projet

Le Département de Mayotte est le chef de fil du projet et celui qui va le piloter. Le Département prévoit un budget de 200 000 € / 5 ans pour supporter les frais relatifs à l'organisation de séminaires, manifestation, repas, déplacement sur place et la logistique diverse. Ceux-ci feront l'objet d'un marché à bon de commande pour retenir un partenaire sur place. Il est également possible que chaque prestataire retenu dans l'une des actions du projet soit consulté pour proposer un devis pour la prise en charge des frais sur place.

d. Gouvernance du projet

La gouvernance du projet se fera en comitologie : Nous prévoyons 4 à 5 comités techniques avec les différents partenaires techniques et 3 à 4 comités de pilotage avec les institutionnels.

e. Echanges avec les deux territoires

Les échanges avec les deux territoires se font par le billet de 3 à 4 séminaires qui vont s'organiser à Madagascar et à Mayotte. Le Service Ressources Forestières de la Direction de l'Agriculture, Pêche et Forêt fera la liaison entre Mayotte et les partenaires malgaches. Une plateforme d'échange sera en parallèle créée pour émettre les supports de communication, création de support pédagogique ludique, tableaux de suivi, base de données avec des ressources numériquesetc.

f. Modalités de participation

Les porteurs de projet intéressés sont invités à soumettre une manifestation d'intérêt détaillée, comprenant une présentation du projet, des objectifs, des activités prévues, du calendrier, du budget et des indicateurs de suivi. Les dossiers seront évalués par un comité d'experts qui sélectionnera les meilleures propositions répondant aux critères d'éligibilité. Les bénéficiaires sélectionnés signeront ensuite une convention de financement avec les autorités compétentes.

III. Résilience des forêts de Madagascar

Les forêts de Madagascar sont confrontées à de nombreux défis en matière de résilience, notamment face aux impacts du changement climatique, de la déforestation et de la dégradation des écosystèmes. Afin de renforcer leur capacité à s'adapter et à se régénérer, des efforts importants doivent être entrepris. Cet appel à manifestation d'intérêt vise à soutenir des projets innovants qui permettront de préserver et de restaurer la résilience de ces forêts précieuses. L'objectif est de mettre en place des solutions durables pour assurer la pérennité des écosystèmes forestiers malgaches, en s'appuyant sur une gestion responsable des ressources et une implication étroite des communautés locales. Les projets pourront notamment porter sur le développement de pratiques agroforestières, la lutte contre l'érosion, la régénération naturelle des forêts dégradées ou encore la diversification des essences forestières. Une attention particulière sera accordée aux initiatives qui favorisent la résilience des forêts face aux aléas climatiques, en privilégiant des approches fondées sur la nature. L'accent sera également mis sur la valorisation des savoirs traditionnels et la participation active des populations locales, afin de garantir l'appropriation et la durabilité des actions entreprises.

IV. La région Boeny

La région de Boeny se situe au cœur de Madagascar, dans le sud-ouest de l'île. Cette région connaît une biodiversité exceptionnelle, avec de vastes forêts tropicales abritant une faune et une flore uniques au monde. C'est un véritable trésor naturel, qui abrite notamment des espèces menacées comme le lémurien ou le caméléon. Malheureusement, ces forêts sont confrontées à de nombreux défis, notamment la déforestation liée à l'exploitation du bois et à l'expansion des activités agricoles.

C'est pourquoi ce projet Interreg vise à renforcer la résilience de ces écosystèmes forestiers si précieux. Il s'agira notamment de favoriser un aménagement durable des forêts, en améliorant les techniques et les moyens de production du bois tout en favorisant le reboisement des zones dégradées. L'objectif est de préserver ce patrimoine naturel tout en permettant un développement économique local respectueux de l'environnement.

V. Mayotte

Mayotte, une île de l'océan Indien située entre Madagascar et le continent africain, joue un rôle central dans le projet de financement Interreg visant à renforcer la résilience des forêts de la région Boweniy à Madagascar et de Mayotte. En tant que destination finale pour le bois de Madagascar, Mayotte est au cœur des enjeux liés à l'exploitation durable et à la livraison de cette matière première.

Les forêts de Mayotte, qui couvrent près de 30% de l'île, sont menacées par la déforestation et la dégradation. Le projet Interreg prévoit donc d'accompagner les efforts de reboisement des zones les plus touchées, en favorisant l'utilisation d'essences forestières locales. Cela permettra de restaurer la biodiversité et les services écosystémiques essentiels pour la population mahoraise, tout en développant des filières de valorisation du bois dans un cadre écologique.

VI. Production des essences forestières locales

La production des essences forestières locales est un élément essentiel du projet de résilience des forêts de Madagascar et de Mayotte. Il s'agit de valoriser les ressources naturelles de ces régions, tout en assurant une gestion durable et responsable des écosystèmes forestiers. L'objectif est de développer la production des essences forestières indigènes, reconnues pour leur qualité, leur adaptabilité aux conditions climatiques locales et leur intérêt économique.

Des actions seront mises en place pour améliorer les techniques de pépinière, de plantation et d'entretien des essences locales. Un accent sera mis sur la formation des forestiers et des communautés locales aux bonnes pratiques sylvicoles, afin de garantir la pérennité de cette production. Des équipements adaptés seront également fournis pour faciliter le travail des forestiers et favoriser la mécanisation de certaines étapes.

Parallèlement, des initiatives de reboisement et de restauration des forêts dégradées seront entreprises, en utilisant ces essences locales. Cela permettra de reconstituer les massifs forestiers, de préserver la biodiversité et de soutenir les activités économiques liées au bois. Des partenariats seront noués avec les acteurs locaux pour assurer le suivi à long terme de ces plantations.

VII. Reboisement des forêts dégradées

Le reboisement des forêts dégradées est un élément essentiel de ce projet de financement Interreg visant à améliorer la résilience des forêts de Madagascar et de Mayotte. Avec la déforestation massive qui a touché ces régions, il est primordial de replanter des arbres et de reconstituer les écosystèmes forestiers dégradés. Ce travail de reboisement permettra non seulement de restaurer la couverture forestière, mais aussi de favoriser la biodiversité, de stabiliser les sols, de réguler le climat local et de fournir des ressources forestières durables aux communautés locales.

Les actions de reboisement s'appuieront sur l'utilisation d'essences forestières locales adaptées aux conditions environnementales de chaque région. Elles impliqueront la création de pépinières, la préparation des sols, la plantation d'arbres et leur entretien sur le long terme. Un accent particulier sera mis sur la restauration des forêts dégradées dans des zones prioritaires identifiées en concertation avec les autorités locales et les populations.

Ce volet du projet bénéficiera de l'expertise technique et du soutien logistique nécessaire pour assurer le succès des opérations de reboisement. Des formations seront également organisées auprès des communautés locales afin de les impliquer activement dans ces efforts de reforestation et de gestion durable des forêts.

VIII. Sensibilisation à la préservation et à la protection des forêts

La sensibilisation à la préservation des forêts malgaches et mahoraises est un élément clé de ce projet Interreg. Il est essentiel de faire prendre conscience aux populations locales de l'importance capitale de ces écosystèmes forestiers pour leur équilibre environnemental, économique et social. Des campagnes de communication et d'éducation seront menées pour expliquer les enjeux de la protection de ces forêts, riches en biodiversité et offrant de nombreux services écosystémiques essentiels.

L'objectif sera de promouvoir des comportements éco-responsables auprès des communautés vivant à proximité des zones forestières, qu'il s'agisse des pratiques agricoles, de l'utilisation du bois, de la chasse ou de la cueillette. L'implication et la sensibilisation de ces populations riveraines seront fondamentales pour assurer la pérennité des actions de reboisement et de gestion durable des forêts mises en place dans le cadre de ce



projet. Des partenariats étroits seront noués avec les autorités locales, les associations et les leaders d'opinion pour relayer efficacement ces messages de préservation.

Des efforts concertés sont nécessaires pour lutter contre la déforestation et la dégradation des forêts, qui menacent l'équilibre environnemental et les moyens de subsistance des populations locales.

Des mesures de conservation et de gestion durable des forêts doivent être mises en place, en impliquant étroitement les communautés riveraines. Cela passe par le renforcement de la surveillance et du contrôle des activités forestières, le développement de l'éducation environnementale, ainsi que la valorisation des savoirs traditionnels en matière de protection des ressources naturelles. Des programmes de reboisement ciblés permettront également de reconstituer les zones forestières dégradées.

Enfin, la sensibilisation du grand public et des décideurs à l'importance de la protection des forêts devra être renforcée, afin de mobiliser tous les acteurs autour de cet enjeu majeur pour l'avenir de ces écosystèmes uniques au monde.

IX. Objectifs du projet

Les objectifs principaux de ce projet Interreg ambitieux sont de renforcer la résilience des forêts de Madagascar, en particulier dans la région de Boény. Cela passe par le reboisement des zones forestières dégradées, la production des essences forestières locales, ainsi que la sensibilisation du public à l'importance de la préservation et de la protection des forêts.

À terme, ce projet vise à favoriser une gestion durable des ressources forestières, en impliquant étroitement les communautés locales. Il devrait également générer des retombées économiques, environnementales et sociales significatives, tout en renforçant les partenariats et collaborations entre les acteurs concernés des deux régions.

X. Bénéficiaires visés

Le projet ciblera une large gamme de bénéficiaires, notamment :

- Les communautés locales des régions de Boény à Madagascar et de Mayotte, qui dépendent grandement des forêts pour leur subsistance et leurs moyens de subsistance.
- Les gestionnaires de forêts et les agents forestiers des deux territoires, qui seront formés et équipés pour mieux gérer et protéger les ressources forestières.
- Les décideurs politiques, la population et les autorités environnementales, qui seront sensibilisés à l'importance de la préservation des forêts et soutenus dans l'élaboration de politiques forestières adaptées.
- Les populations urbaines et les touristes, qui pourront profiter des retombées économiques et environnementales du projet, notamment à travers les randonnées et la découverte des milieux naturels.

L'objectif est de créer un écosystème durable autour des forêts, bénéficiant à l'ensemble des parties prenantes, des communautés locales aux décideurs politiques. Une attention particulière sera portée aux groupes les plus vulnérables, notamment les femmes et les jeunes, afin de favoriser une inclusion sociale et une répartition équitable des bénéfices.

XI. Activités prévues

Dans le cadre de cet appel à manifestation d'intérêt pour la résilience des forêts de Madagascar et de Mayotte, un ensemble d'activités diversifiées sont prévues pour atteindre les objectifs fixés. Tout d'abord, la production des essences forestières locales sera au cœur du projet. Le reboisement des forêts dégradées dans la région de Boeny à Madagascar et à Mayotte sera également une priorité, avec la plantation de nouvelles essences forestières adaptées au climat local. Un accent particulier sera sur la sensibilisation du public à l'importance de la préservation et de la protection des forêts.

XII. Budget alloué

Le projet bénéficiera d'un budget alloué significatif dans le cadre du financement des fonds Interreg. Ce budget permettra de mener à bien les différentes actions prévues pour assurer la résilience des forêts en particulier dans la région de Boeny à Madagascar et à Mayotte.

XIII. Suivi et évaluation du projet

a. Contrôle régulier des progrès

Tout au long de la mise en œuvre du projet, une surveillance étroite des activités et des résultats sera effectuée. Des réunions de suivi régulières avec les parties prenantes permettront d'évaluer l'avancement des travaux, d'identifier les défis éventuels et de mettre en place des mesures correctives si nécessaire. Ce suivi constant garantira que le projet reste sur la bonne voie pour atteindre ses objectifs dans les délais impartis.

b. Évaluation à mi-parcours

À mi-chemin du projet, une évaluation approfondie sera réalisée pour examiner les progrès accomplis, les résultats intermédiaires et l'utilisation efficace des ressources. Cette évaluation à mi-parcours permettra d'ajuster les stratégies et les activités si besoin, afin d'optimiser l'impact du projet et d'assurer sa réussite.

c. Évaluation finale

À la fin du projet, une évaluation finale exhaustive sera menée pour mesurer l'atteinte des objectifs, l'efficacité des interventions, l'impact sur les bénéficiaires et la pérennité des actions entreprises. Cette évaluation finale fournira des données précieuses pour documenter les réussites, les leçons apprises et les meilleures pratiques à partager avec d'autres acteurs forestiers de la région.

XIV. Indicateurs de performance

Les indicateurs de performance clés pour ce projet de résilience des forêts de Madagascar et de Mayotte sont les suivants :

- Hectares de forêts reboisées
- Arbres plantés
- Pépinières créées, nombre de plants produits
- Taux de survie des plants
- Nombre d'agents formés

- Nombre de public sensibilisé

Ces indicateurs permettront de mesurer la réussite du reboisement et de la restauration des forêts dégradées. Ils tiennent compte également de l'amélioration des moyens techniques et matériels de production des essences forestières locales. D'autres indicateurs suivront les progrès en termes de sensibilisation à la protection des forêts, de l'aménagement du parc forestier de Coconi et des retombées économiques et sociales pour les communautés locales.

XV. Impacts attendus

La mise en œuvre de ce projet de financement Interreg pour la résilience des forêts de Madagascar et de Mayotte aura des impacts significatifs et multiples. Tout d'abord, le reboisement des forêts dégradées permettra de restaurer les écosystèmes forestiers fragilisés, favorisant ainsi la biodiversité locale et la séquestration du carbone. L'amélioration des moyens matériels et techniques de production des essences forestières locales renforcera la capacité des communautés à gérer durablement leurs ressources.

a. Impacts environnementaux

Préservation et restauration des forêts

b. Impacts économiques

Création d'emplois verts et diversification des revenus

c. Impacts sociaux

Renforcement des moyens de subsistance des communautés locales

Sur le plan économique, les activités de transformation et de commercialisation du bois contribueront à la création d'emplois verts et à la diversification des revenus des populations. Sur le plan social, le projet permettra de renforcer les moyens de subsistance des communautés locales, en améliorant leurs conditions de vie et en favorisant une meilleure gestion des ressources naturelles. Enfin, les actions de sensibilisation à la préservation et à la protection des forêts contribueront à accroître la prise de conscience environnementale dans ces deux régions.

XVI. Pérennisation des actions

Engagement à long terme : S'assurer que les initiatives entreprises dans le cadre de ce projet perdurent au-delà de sa durée de mise en œuvre.

Appropriation locale : Impliquer étroitement les communautés locales pour qu'elles s'approprient les actions et en assurent la continuité.

Renforcement des capacités: Former et outiller les acteurs locaux pour qu'ils puissent poursuivre les activités de manière autonome.

La pérennisation des actions entreprises dans le cadre de ce projet est un enjeu clé pour en assurer le succès à long terme. Il s'agira d'abord de s'engager sur le long terme, en s'assurant que les initiatives mises en place



perdurent au-delà de la durée du projet. Cela passera par une appropriation locale forte, en impliquant étroitement les communautés de Madagascar et de Mayotte dans la mise en œuvre des activités. Un accent particulier sera mis sur le renforcement des capacités des acteurs locaux, afin qu'ils puissent poursuivre les actions de manière autonome une fois le projet terminé. Ainsi, les impacts positifs générés seront durables et bénéficieront aux populations sur le long terme.

Des mécanismes de suivi et d'évaluation seront mis en place pour mesurer la pérennité des actions, et des ajustements seront apportés si nécessaire. Des partenariats pérennes avec les acteurs locaux seront également développés pour garantir la continuité des initiatives. Enfin, des ressources dédiées seront allouées pour assurer le financement à long terme des activités, au-delà de la période de subvention.

XVII. Retombées économiques

a. Création d'emplois

Le projet de production et de reboisement des arbres forestiers à Madagascar et Mayotte aura des retombées économiques significatives, notamment en termes de création d'emplois, allant des pépiniéristes aux entreprises d'espace verts. Ces emplois, stables et bien rémunérés, contribueront à dynamiser l'économie locale et à réduire le chômage dans les régions ciblées.

b. Revenus pour les communautés

Outre la création d'emplois, le projet aura également des retombées économiques positives pour les communautés locales. La vente du bois et des produits dérivés permettra de générer des revenus substantiels qui seront réinvestis dans le développement local. Les communautés pourront ainsi améliorer leurs conditions de vie, investir dans l'éducation et la santé, et renforcer leur résilience face aux défis économiques et environnementaux.

c. Retombées indirectes

Au-delà des impacts directs, le projet aura également des retombées économiques indirectes, telles que le développement de services annexes (transport, logistique, maintenance, etc.), la stimulation du commerce local et l'amélioration de l'attractivité des régions concernées pour de nouveaux investissements. Ces retombées indirectes contribueront à renforcer la dynamique économique globale et à créer un cercle vertueux de développement durable.

XVIII. Retombées environnementales

a. Restauration des écosystèmes forestiers

Le projet vise à restaurer les forêts dégradées de Madagascar et de Mayotte, ce qui aura des impacts environnementaux substantiels. La replantation d'essences forestières locales permettra de reconstituer les habitats naturels, favoriser la biodiversité et les équilibres écologiques. Cela contribuera à la régénération des écosystèmes forestiers, essentiels pour le maintien de la faune et de la flore endémiques de ces deux régions.

b. Captation du carbone

Les forêts jouent un rôle crucial dans la régulation du climat en captant et en stockant le dioxyde de carbone présent dans l'atmosphère. Le reboisement des zones dégradées contribuera ainsi à l'atténuation du



changement climatique en augmentant les capacités de séquestration du carbone. Cela permettra également de préserver les services écosystémiques essentiels fournis par ces forêts, tels que la régulation des eaux, la prévention de l'érosion et le maintien de la fertilité des sols.

c. Préservation de la biodiversité

Les forêts de Madagascar et de Mayotte abritent une biodiversité exceptionnelle, avec de nombreuses espèces végétales et animales uniques au monde. Le projet vise à protéger ces milieux naturels fragiles en luttant contre la déforestation et en favorisant la régénération des écosystèmes. Cela permettra de préserver les habitats et les populations d'espèces menacées, contribuant ainsi à la conservation de la diversité biologique de ces deux régions.

XIX. Retombées sociales

a. Amélioration des conditions de vie

La réalisation de ce projet aura un impact significatif sur les conditions de vie des populations locales de Madagascar et Mayotte. Les activités de reboisement permettront de reconstituer les forêts dégradées, offrant ainsi un environnement plus sain et propice à l'épanouissement des communautés rurales. L'amélioration des techniques pour la production des essences forestières locales créera de nouvelles opportunités d'emploi et de revenus, contribuant ainsi à la lutte contre la pauvreté et à une meilleure qualité de vie pour les habitants.

b. Renforcement des compétences

Le projet mettra l'accent sur le renforcement des capacités des acteurs locaux, notamment à travers des formations et des ateliers sur la gestion durable des forêts, les techniques de reboisement et de gestion de la plantation. Cette approche permettra de transférer les compétences nécessaires pour assurer la pérennité des actions entreprises et favoriser l'appropriation du projet par les communautés.

c. Promotion de l'égalité des genres

Une attention particulière sera accordée à l'implication des femmes dans les différentes activités du projet. Cela permettra de valoriser leur rôle essentiel dans la préservation des ressources forestières et de contribuer à l'émancipation économique et sociale des femmes au sein des communautés concernées.

d. Cohésion sociale et solidarité

La mise en œuvre de ce projet favorisera la cohésion sociale et la solidarité entre les populations de Madagascar et de Mayotte. Les activités communes de reboisement, de sensibilisation et de gestion des forêts créeront des opportunités d'échanges et de collaboration, renforçant ainsi les liens entre les deux territoires et contribuant à une meilleure compréhension mutuelle.

XX. Partenariats et collaborations

a. Partenariats stratégiques

Le projet mise sur des partenariats stratégiques avec des organisations forestières de renom, tant à Madagascar qu'à Mayotte. Ces collaborations permettront de mettre en commun les expertises, les moyens et les réseaux



pour optimiser l'impact des actions entreprises. Des conventions de partenariat seront signées afin de définir clairement les rôles et responsabilités de chacun.

b. Synergies régionales

Au-delà des frontières, le projet cherche à favoriser les synergies régionales entre Madagascar et Mayotte. Des échanges d'expériences, de bonnes pratiques et de savoir-faire seront organisés pour permettre une montée en compétences collective. Des sessions de formation croisées et des visites d'échanges sont prévues pour stimuler cette dynamique de coopération.

c. Implication des parties prenantes

Le succès du projet repose aussi sur l'implication active des parties prenantes locales, notamment les communautés forestières, les autorités régionales et les associations environnementales. Des processus de concertation et de co-construction seront mis en place pour garantir l'appropriation du projet par les bénéficiaires. Leurs besoins et leurs attentes seront pris en compte tout au long de la mise en œuvre.



APPEL À MANIFESTATION D'INTÉRÊT POUR LA RESILIENCE DES FORETS DE L'OCEAN INDIEN ENTRE MAYOTTE ET MADAGASCAR

**Conseil départemental de Mayotte Hôtel du Département
8 rue Halidi Sélémani
97 600 Mamoudzou
Site internet : <https://www.cg976.fr/>**

DGA Développement économique et innovation

Direction de l'Agriculture Pêche et Forêt

Services Ressources Forestières

Bureau Plants et Travaux Forestier

Date et heure limites de réception des candidatures :

20 Mai 2024 à minuit

Article 1er – Identification de l'organisateur du présent Appel à Manifestation d'Intérêt

Conseil départemental de Mayotte Hôtel du Département
8 rue Halidi Sélémani
97 600 Mamoudzou
Site internet : <https://www.cg976.fr/>

Article 2 – Contexte et enjeux du présent Appel à Manifestation d'Intérêt à Madagascar et à Mayotte

Résilience des forêts de Madagascar

1. Contexte

Les forêts de Madagascar sont confrontées à de nombreux défis en matière de résilience, notamment face aux impacts du changement climatique, de la déforestation et de la dégradation des écosystèmes. Afin de renforcer leur capacité à s'adapter et à se régénérer, des efforts importants doivent être entrepris. Cet appel à manifestation d'intérêt vise à soutenir des projets innovants qui permettront de préserver et de restaurer la résilience de ces forêts précieuses. L'objectif est de mettre en place des solutions durables pour assurer la pérennité des écosystèmes forestiers malgaches, en s'appuyant sur une gestion responsable des ressources et une implication étroite des communautés locales. Les projets pourront notamment porter sur le développement de pratiques agroforestières, la lutte contre l'érosion, la régénération naturelle des forêts dégradées ou encore la diversification des essences forestières. Une attention particulière sera accordée aux initiatives qui favorisent la résilience des forêts face aux aléas climatiques, en privilégiant des approches fondées sur la nature. L'accent sera également mis sur la valorisation des savoirs traditionnels et la participation active des populations locales, afin de garantir l'appropriation et la durabilité des actions entreprises.

2. La région Boeny

La région de Boeny se situe au cœur de Madagascar, dans le sud-ouest de l'île. Cette région connaît une biodiversité exceptionnelle, avec de vastes forêts tropicales abritant une faune et une flore uniques au monde. C'est un véritable trésor naturel, qui abrite notamment des espèces menacées comme le lémurien ou le caméléon. Malheureusement, ces forêts sont confrontées à de nombreux défis, notamment la déforestation liée à l'exploitation du bois et à l'expansion des activités agricoles.

C'est pourquoi ce projet Interreg vise à renforcer la résilience de ces écosystèmes forestiers si précieux. Il s'agira notamment de favoriser un aménagement durable des forêts, en améliorant les techniques et les moyens de production du bois tout en favorisant le reboisement des zones dégradées. L'objectif est de préserver ce patrimoine naturel tout en permettant un développement économique local respectueux de l'environnement.

Résilience des forêts de Mayotte

Mayotte, une île de l'océan Indien située entre Madagascar et le continent africain, joue un rôle central dans le projet de financement Interreg visant à renforcer la résilience des forêts de la région Boeny à Madagascar et de Mayotte. En tant que destination finale pour le bois de Madagascar, Mayotte est au cœur des enjeux liés à l'exploitation durable et à la livraison de cette matière première.

Les forêts de Mayotte, qui couvrent près de 30% de l'île, sont menacées par la déforestation et la dégradation. Le projet Interreg prévoit donc d'accompagner les efforts de reboisement des zones les plus touchées, en favorisant l'utilisation d'essences forestières locales. Cela permettra de restaurer la biodiversité et les services écosystémiques essentiels pour la population mahoraise, tout en développant des filières de valorisation du bois dans un cadre écologique.

1. Contexte :

Mayotte est un petit archipel de 375 km² situé au nord du Canal de Mozambique. Malgré son éloignement des grandes régions de production industrielle, émettrices de gaz à effet de serre, elle subit de manière certaine les conséquences du réchauffement climatique.

De plus, elle est confrontée à une démographie galopante depuis de nombreuses années, due d'une part à une natalité élevée et d'autre part à une immigration très forte. Cette dernière provient principalement des pays de la zone Océan Indien et depuis 10 ans elle est alimentée par une arrivée importante de migrants des pays d'Afrique de l'Est. Selon l'INSEE, en 2017, la moitié de la population (256 000 habitants) était constituée d'étrangers, chiffre qui a certainement augmenté depuis, en raison du caractère soutenu de ce phénomène migratoire.

La situation administrative de ces immigrés, majoritairement en situation irrégulière ne leur permet pas de prétendre à un emploi salarié dans le secteur formel. Dans ce contexte, le recours au marché informel de l'emploi est généralisé, de même que la systématisation d'activités illégales, parmi lesquelles le pillage de la diversité forestière pour un objectif mercantile, ainsi que le remplacement des forêts par des activités agricoles non autorisées. L'augmentation de la population croisée à une diminution des surfaces agricoles grignotées par l'urbanisation, conduit à ce désastre écologique.

Cette démographie à croissance exponentielle est la cause de nombreuses perturbations dans l'accès aux services publics et aux produits de première nécessité, notamment l'eau potable, dont la ressource devient insuffisante à certaines périodes de l'année. Elle génère aussi un appauvrissement progressif de la population. Les chiffres de l'INSEE dénotent un taux de pauvreté de la population de 75%, en raison de la faiblesse du tissu économique.

Ainsi, la diminution des espaces boisés, au-delà des atteintes à la biodiversité terrestre, a des conséquences multiples :

- La baisse de la perméabilité des sols qui impacte la capacité d'absorption des eaux de pluie et en corollaire, les difficultés à restaurer les réserves des nappes phréatiques,
- Diminution de la qualité de l'air,
- Contribution au réchauffement climatique, la forêt étant un milieu Primordial de captage et stockage de carbone.

2. Contexte politique

Mayotte est un jeune Département français (depuis 2011) et une jeune RUP européen (depuis 2014). En raison de son statut, pour son développement, elle doit s'inscrire dans les grandes orientations et objectifs de l'Union Européenne (UE) et la Nation, notamment France 2030. Elle a aussi la faculté de coopérer avec les pays voisins, dans le cadre de deux dispositifs, que sont l'Interreg et le fonds de coopération régionale.

En même temps, ce changement statutaire entraîne des bouleversements institutionnels importants, dus au rapprochement nécessaire de notre réglementation à la législation de droit commun : décentralisation, régionalisation, création des intercommunalités. De plus, le renouvellement du Conseil Départemental, qui est l'assemblée délibérante du Département et de la RUP, a vu arriver en 2021, 23 nouveaux élus sur 26. C'est une situation particulière qui demande le maintien d'une veille informative soutenue à destination des élus.

3. Enjeux

Au vu du contexte, la restauration des espaces boisés du territoire est un impératif. Ce projet de reboisement tend à redonner de la résilience au territoire dont la richesse en matière de biodiversité est reconnue par les experts de l'environnement. Il participe à la préservation de la qualité de l'air, au stockage du carbone et donc à la réduction des températures de notre planète. Le premier enjeu est de rendre notre environnement viable et vivable.

Il se veut aussi pédagogique par la sensibilisation des habitants, des scolaires aux agriculteurs, dans le but de partager d'une vision commune de notre patrimoine forestier et de la nécessité de le préserver.

Au-delà de son aspect nature et diversité, le projet est un rempart contre l'assèchement des rivières et des nappes phréatiques. La protection de la ressource en eau est un enjeu de première importance, dans le contexte d'une petite île à



densité très élevée (plus de 800 habitants/km²), où le rationnement en eau potable des habitants et des zones d'activités économiques cause beaucoup de désagrément et de pertes de production et de chiffres d'affaires.

Article 3 – Critère d'éligibilité

Les candidats, qu'ils soient individuels ou membres d'un Groupement, ne doivent pas justifier être titulaires d'un diplôme particulier, ou équivalent pour un candidat non-français.

Le présent Appel à Manifestation d'Intérêt est ainsi ouvert à tous les opérateurs économiques.

Article 4 – Dossier de présentation des candidatures

Les candidats sont invités à présenter leur projet de la façon la plus précise et la plus détaillée possible.

Ainsi, les candidats fourniront les pièces suivantes :

- **Un document présentant :**
 - la structure candidate ;
 - ses moyens humains (organigramme et CV des personnes qui conduisent la structure);
 - ses moyens matériels et techniques
 - les partenariats éventuellement appelés pour la réalisation du projet;
- **Une note dans laquelle figurera une description précise des propositions, y compris de la méthodologie employée, ainsi que des visuels de présentation du projet. Le candidat s'attachera en particulier à préciser :**
 - Présentation des terrains proposés : localisation GPS, plan de parcelles, cartes, numéro cadastral, preuve des droits fonciers (propriété, concession)...
 - Type et qualité de terre utilisés pour la production
 - Description sommaire de la méthode et des moyens de production des plants forestiers et/ou des reboisements des forêts ;
 - Stratégie de reboisement des arbres : description sommaire de la méthode et des moyens de production et/ou de reboisement ;
- **Un calendrier de conception, réalisation de chaque action et le modèle économique élaboré sur la base du cadre Excel.**
- **Un dossier de références de projets similaires, en matière de production et en matière des reboisements.**
- **A peine d'irrecevabilité, les documents doivent être rédigés en langue française, ou faire l'objet d'une traduction par un(e) traducteur / traductrice assermenté(e).**
- **Par ailleurs, les chiffreages réalisés seront présentés en euros (€).**
- **Enfin, les documents devront être dûment datés et signés par la (les) personne(s) habilitée(s) à engager le candidat (document(s) justificatif(s) à l'appui).**

Article 5 – Dossier administratif de candidature

Outre les pièces énumérées à l'Article 4 ci-avant, les candidats devront également produire les documents suivants au titre de leur dossier administratif :

- **Extrait K-bis de moins de trois (3) mois ;**
- **Statuts certifiés conformes ;**
- **Bilans des trois (3) dernières années, ou bilan prévisionnel dans l'hypothèse d'un démarrage d'activité ;**
- **Déclaration sur l'honneur attestant que :**

- le candidat a satisfait à ses obligations fiscales et sociales pour les trois (3) dernières années ou les trois derniers exercices clos en fonction de la date de création de la personne morale ou du début d'activité de la personne morale ;
- le candidat n'est pas en état de liquidation judiciaire, n'est pas admis à une procédure de redressement judiciaire ou n'a pas fait l'objet de procédures équivalentes régies par un droit étranger ;
- **Pour les candidats étrangers : documents équivalents à ceux énumérés pour chacune des catégories.**

A peine d'irrecevabilité, les documents doivent être rédigés en langue française, ou faire l'objet d'une traduction par un(e) traducteur / traductrice assermenté(e).

Par ailleurs, l'unité monétaire à utiliser est l'euro (€).

Enfin, les documents devront être dûment datés et signés par la (les) personne(s) habilitée(s) à engager le candidat (document(s) justificatif(s) à l'appui).

Article 6 - Questions et demandes de précisions des candidats

Les questions et demandes de précisions éventuelles des candidats devront être adressées et reçues par le Conseil départemental, par voie électronique aux adresses suivantes : soidri.chanrani@cg976.fr et omar.rachida@cg976.fr, au plus tard quinze (15) jours calendaires avant la date limite de remise des candidatures, telle que définie en page de garde et à l'Article 10 du présent document.

Article 8 – Critères de sélection

Sous réserve de leur complétude (voir les Articles 4 et 5 ci-avant), les dossiers soumis seront examinés selon les critères non hiérarchisés suivants :

- Compétence et qualité du savoir-faire du candidat (présentation, références, moyens humains et techniques, capacité à intervenir dans un environnement transfrontalier, gestion et suivi d'un projet, etc.) ;
- Cohérence, pertinence et qualité du projet soumis au regard des objectifs et enjeux précités ;
- Qualité environnementale et RSE du projet ;
- Fiabilité financière du dossier, optimisation des coûts et pérennité du modèle économique.

La sélection se fera dans le cadre d'une commission constituée à cet effet.

Le Département pourra, si nécessaire, demander des précisions aux candidats pour les besoins de l'analyse.

Le cas échéant, le Département pourra également engager librement des discussions avec les candidats.

Le Département pourra alors limiter le nombre de candidats avec lesquels il engagera des discussions, en ne retenant à cet effet que les candidats dont la proposition répond le mieux aux critères fixés au présent Article.

Au terme des discussions éventuelles, le Département invitera le ou les candidats retenus à devenir membre du GIE à constituer.

En toutes hypothèses, dans un délai de huit (8) jours à compter de la désignation du ou des candidats retenus, le Département informera les candidats qui n'ont pas été désignés comme lauréat que leur proposition n'a pas été retenue.

Article 9 – Modifications de l'Appel à Manifestation d'Intérêt

Le Département se réserve le droit d'apporter tout complément, toutes précisions et/ou modification au présent document, dans le respect des principes de transparence et d'égalité entre les candidats.

Ces compléments, précisions et/ou modifications seront portés à la connaissance des candidats au plus tard douze (12) jours calendaires avant la date limite de remise des candidatures, telle que définie en page de garde et à l'Article 10 du présent document.

Les candidats seront tenus de prendre en compte ces compléments, précisions et/ou modifications pour la rédaction de leurs réponses.

Article 10 – Calendrier et informations pratiques quant aux modalités de dépôt des candidatures

Les candidatures complètes, telles que visées ci-dessus doivent obligatoirement être déposées par voie dématérialisée, à peine d'irrecevabilité, sur le profil Acheteur du Conseil départemental de Mayotte aux adresses suivantes : soidri.chanrani@cg976.fr et omar.rachida@cg976.fr.

Les candidatures complètes devront être reçues, au plus tard, **le 20 mai 2024**. Passé ce délai, les candidatures ne seront pas étudiées.

Article 11 – Description succincte des grandes actions du projet

Il s'agit de préciser les grandes caractéristiques techniques de chaque action du projet engagée pour la résilience des forêts de l'Océan Indien entre Madagascar et Mayotte sous forme d'un cahier de charge.

Action 1: Production des plants forestiers à Mayotte et à Madagascar

Développement et amélioration de condition de vie et sécuritaire de la production des essences forestières en pépinière pour un objectif de production de 50 000 plants par an pour couvrir 50 hectares de surface déboisées ou dégradées à Madagascar et 30 ha à Mayotte pour une durée de 5 ans.

Article 1: Objet du cahier des clauses techniques particulières

Ce cahier des clauses techniques particulières a pour objet de définir les exigences techniques et les conditions de production, d'élevage, de livraison et d'entretien des jeunes plants forestiers qui seront cultivés en pépinière. Il vise à garantir la qualité des plants livrés, leur robustesse et leur endurcissement, afin d'assurer la réussite des opérations de reboisement et de restauration des forêts. L'objectif est de fournir un matériel végétal sain, vigoureux et adapté aux conditions du site de plantation, dans le respect des bonnes pratiques d'horticulture et de sylviculture.

Article 2: Définitions et terminologie

Ce chapitre définit les termes et concepts clés utilisés dans le cadre du présent cahier des clauses techniques particulières (CCTP) pour la production, l'élevage, la livraison et l'entretien des jeunes plants forestiers en pépinière de production.

- **Jeune plant forestier** : Jeune arbre issu de la germination de graines ou de la multiplication végétative, destiné à être planté en forêt ou dans d'autres milieux naturels. Ils peuvent être produits en conteneurs ou à racines nues.
- **Pépinière de production** : Espace aménagé où sont cultivés et entretenus les jeunes plants forestiers avant leur mise en place définitive. La pépinière assure la multiplication, la croissance et le conditionnement des plants.
- **Production** : Ensemble des activités visant à faire germer les graines, multiplier les plants et les faire croître jusqu'à ce qu'ils atteignent les caractéristiques requises pour la plantation.
- **Élevage** : Ensemble des soins apportés aux jeunes plants forestiers pendant leur croissance en pépinière (arrosage, fertilisation, taille, etc.).
- **Entretien** : Ensemble des opérations permettant de maintenir les jeunes plants en bon état phytosanitaire et de les préparer à la livraison (préparation à la transplantation, endurcissement, etc.).

- **Livraison** : Acheminement et remise physique des jeunes plants forestiers à l'utilisateur final.

Ces définitions permettent de bien comprendre les différentes étapes du cycle de production et de gestion des jeunes plants forestiers en pépinière. Elles servent de base pour la suite du cahier des charges.

Article 3: Exigences générales

Le présent cahier des clauses techniques particulières (CCTP) a pour objet de définir les exigences générales à respecter pour la production, l'élevage, la livraison et l'entretien des jeunes plants forestiers en pépinière de production. Ces exigences visent à garantir la qualité des plants livrés et leur parfaite adaptation aux conditions de plantation sur les sites forestiers. Elles s'appliquent à l'ensemble du processus, depuis la sélection des semences ou plants-mères jusqu'à la livraison finale des jeunes plants.

Toutes les activités réalisées dans le cadre de ce CCTP devront être conformes à la réglementation en vigueur, notamment en matière de traçabilité, de santé et de sécurité des personnels, de protection de l'environnement et de bien-être animal. Le fournisseur devra mettre en place une démarche d'assurance qualité rigoureuse pour garantir le respect de ces exigences à chaque étape du processus.

Le fournisseur s'engage à travailler en étroite collaboration avec le maître d'ouvrage et à l'informer régulièrement de l'avancement des travaux. Il devra notamment se conformer aux procédures de contrôle et d'inspection définies dans le présent CCTP et faciliter l'accès à ses installations pour les visites et audits.

Article 4: Caractéristiques des jeunes plants forestiers

Les jeunes plants forestiers sont des semis ou des plants issus de boutures qui sont destinés à la plantation en forêt ou en milieu naturel. Ils présentent des caractéristiques spécifiques en termes de morphologie, de physiologie et de vigueur qui permettent leur adaptation et leur survie dans les conditions difficiles du milieu naturel. Ces caractéristiques sont essentielles pour assurer le succès de la plantation et la pérennité des forêts.

Parmi les principales caractéristiques recherchées chez les jeunes plants forestiers, on peut citer :

- **Un système racinaire bien développé et ramifié** pour un bon ancrage dans le sol et une absorption optimale de l'eau et des nutriments.
- **Un diamètre au collet suffisant** pour assurer une bonne résistance mécanique et un départ vigoureux après plantation.
- **Une hauteur équilibrée** en fonction de l'essence et de l'objectif de plantation (reboisement, restauration, etc.).
- **Une bonne ramification et formation de la tige** pour un développement architectural harmonieux.
- **Une absence de dommages, malformations ou anomalies** qui pourraient compromettre la croissance future.
- **Une bonne santé générale et vitalité** avec des bourgeons intacts et des feuilles/aiguilles saines.

Ces caractéristiques morphologiques et physiologiques sont étroitement liées aux techniques de production, d'élevage et d'entretien en pépinière. Elles font l'objet de normes techniques et de contrôles qualité stricts pour garantir la réussite des opérations de reboisement et de restauration écologique.

Article 5: Exigences pour la production des jeunes plants

La production des jeunes plants forestiers en pépinière doit répondre à des exigences strictes afin d'assurer leur santé, leur vitalité et leur adaptation future aux conditions de plantation. Ces exigences couvrent la sélection des semences, la préparation des substrats, les conditions de germination, la mise en culture, les pratiques d'entretien et de suivi, ainsi que les contrôles de qualité tout au long du processus.

1. Sélection des semences : Les semences utilisées doivent provenir de sources certifiées, garantissant leur origine génétique, leur pureté et leur pouvoir germinatif élevé. Un strict contrôle des lots de semences est requis à réception.
2. Préparation des substrats : Les substrats de culture doivent être composés de matières organiques de qualité, exemptes de toute contamination, et équilibrés en éléments nutritifs essentiels. Leur pH et leur structure doivent être adaptés aux exigences de chaque essence forestière.
3. Conditions de germination : Les conditions de température, d'hygrométrie, d'éclairement et d'aération des zones de germination doivent être optimisées pour chaque type de semence, afin de garantir des taux de germination élevés et uniformes.
4. Mise en culture : Le repiquage et le repotage des jeunes plants doivent être réalisés avec le plus grand soin, en préservant l'intégrité des systèmes racinaires. Les densités de culture et les volumes des contenants sont définis pour chaque essence afin d'assurer un développement équilibré.
5. Pratiques d'entretien : Un suivi régulier de l'alimentation hydrique et minérale, des tailles, des éclaircissements et des traitements phytosanitaires est indispensable pour maintenir la santé et la vigueur des jeunes plants.
6. Contrôles de qualité : Des contrôles visuels, biométriques et sanitaires sont effectués à différentes étapes de la production, permettant de s'assurer du respect des spécifications techniques et de la traçabilité des lots.

Article 6: Exigences pour l'élevage des jeunes plants

L'élevage des jeunes plants forestiers en pépinière de production est une étape cruciale pour assurer leur survie et leur croissance optimale avant la transplantation sur le site de reboisement. Plusieurs exigences doivent être respectées avec rigueur afin de garantir la qualité des plants produits.

1. Substrat de culture : Le substrat de culture utilisé doit être un mélange de terre de jardin, de tourbe et de sable, offrant une texture meuble et une bonne rétention d'eau. Il doit être stérilisé pour éliminer toute contamination par des pathogènes ou des adventices.
2. Contenants de culture : Les plants seront élevés dans des contenants adaptés, tels que des pots, des mottes ou des alvéoles, offrant un espace de croissance suffisant et permettant un système racinaire sain. Les contenants doivent être propres et désinfectés avant utilisation.
3. Densité de culture : La densité de culture sera ajustée en fonction de l'espèce, de la taille des plants et de la durée de l'élevage, afin d'éviter la compétition et de favoriser un développement harmonieux.
4. Irrigation et fertilisation : Un système d'irrigation adapté, assurant une humidité constante du substrat, sera mis en place. Une fertilisation équilibrée, à base d'engrais organiques ou minéraux, sera apportée régulièrement pour nourrir les plants.
5. Contrôle des ravageurs et des maladies : Une surveillance étroite sera effectuée pour détecter et traiter rapidement tout problème sanitaire, en utilisant de préférence des méthodes de lutte biologique ou des produits phytosanitaires homologués.
6. Taille et élagage : Des opérations de taille et d'élagage seront réalisées, le cas échéant, pour favoriser un port équilibré et une ramification harmonieuse des jeunes plants.

7. **Durcissement avant plantation** : En fin de cycle de production, les plants seront soumis à une phase de durcissement, avec une diminution progressive de l'irrigation et de la fertilisation, afin de les préparer à la transplantation sur le terrain.

Article 7: Exigences pour l'entretien des jeunes plants

L'entretien des jeunes plants forestiers en pépinière est une étape cruciale pour garantir leur survie et leur développement optimal. Cette phase comprend un ensemble d'activités visant à créer les meilleures conditions de croissance et à protéger les plants contre les agressions extérieures. Les exigences spécifiques en matière d'entretien sont les suivantes :

1. **Arrosage régulier** : Les jeunes plants doivent être arrosés de manière adaptée et régulière, en fonction des conditions climatiques et de l'état du substrat, afin de maintenir une humidité optimale sans risquer de les noyer.
2. **Désherbage manuel** : Un désherbage régulier et minutieux doit être effectué autour de chaque plant, en évitant tout contact avec le système racinaire. Cela permet d'éliminer la concurrence avec les adventices et de favoriser le développement des plants.
3. **Taille et palissage** : Un suivi attentif de la croissance des plants est nécessaire, avec des opérations de taille et de palissage le cas échéant, afin de maintenir une forme optimale et de favoriser un développement équilibré de la tige et des branches.
4. **Lutte contre les ravageurs et maladies** : Une surveillance permanente est requise pour détecter rapidement tout signe de maladie ou d'attaque par des ravageurs (insectes, champignons, etc.). Des traitements phytosanitaires adaptés, dans le respect de la réglementation en vigueur, doivent être mis en œuvre pour préserver la santé des plants.
5. **Fertilisation et amendements** : Des apports réguliers d'engrais et d'amendements organiques permettent de maintenir la fertilité du substrat et de favoriser une croissance vigoureuse des jeunes plants. Les doses et les fréquences d'application doivent être ajustées en fonction des analyses de sol et des besoins nutritifs des essences.

Tous ces éléments d'entretien doivent être réalisés avec le plus grand soin et dans le respect des bonnes pratiques agricoles, afin de garantir la qualité et la vitalité des jeunes plants forestiers produits en pépinière.

Article 8: Contrôle de la qualité des jeunes plants

Le contrôle de la qualité des jeunes plants forestiers est essentiel pour s'assurer que les plants livrés répondent aux spécifications techniques et répondent aux attentes du client. Ce contrôle doit être effectué à plusieurs étapes du processus, depuis la production en pépinière jusqu'à la livraison finale. Des procédures de contrôle rigoureuses doivent être mises en place et suivies avec attention pour garantir la qualité des plants.

1. **Contrôles en pépinière** : Tout au long du cycle de production, des échantillonnages réguliers seront effectués pour vérifier la conformité des plants aux critères de taille, de vigueur, d'enracinement, d'absence de défauts, etc. Des fiches de suivi détaillées seront tenues à jour.
2. **Contrôles à l'emballage** : Avant l'expédition, un contrôle final sera réalisé pour s'assurer que les plants sont en bon état, bien conditionnés et prêts à être livrés. Seuls les lots conformes seront acceptés pour la livraison.
3. **Contrôles à la réception** : À l'arrivée sur le site de plantation, un nouvel examen attentif des plants sera effectué pour vérifier leur état et leur conformité. Des tests d'enracinement et de vitalité pourront être réalisés. Un rapport de contrôle sera établi et signé conjointement.

Des protocoles de contrôle précis seront définis en annexe, décrivant les méthodes d'échantillonnage, les critères d'évaluation et les modalités de validation des lots. Un suivi rigoureux de la qualité tout au long de la production et de la livraison est essentiel pour garantir la réussite des plantations.

Article 9: Emballage et transport des jeunes plants

L'emballage et le transport des jeunes plants sont des étapes cruciales pour garantir leur intégrité et leur survie lors de la livraison. Des mesures spécifiques doivent être prises afin de protéger les plants contre les dommages mécaniques, les chocs, la déshydratation et les variations de température pendant le transport.

1. Emballage sécurisé et adapté : Les jeunes plants seront emballés de manière à éviter tout dommage physique. Des contenants rigides et bien ventilés, comme des caisses en bois ou en carton, seront utilisés. Un matériau de rembourrage adapté, tel que de la mousse ou du papier, sera placé entre les plants pour les immobiliser et les protéger des chocs.
2. Contrôle de la température et de l'humidité : La température et l'humidité du milieu de transport seront régulées afin de maintenir les conditions optimales pour les plants. Des équipements de climatisation ou de réfrigération seront installés si nécessaire pour éviter tout stress lié aux variations de température.
3. Précautions lors du chargement et du déchargement : Le chargement et le déchargement des plants se feront avec soin, à l'aide d'équipements de manutention adaptés, pour éviter tout dommage mécanique. Le personnel sera formé aux bonnes pratiques de manipulation afin de préserver l'intégrité des jeunes plants.

Des contrôles réguliers seront effectués pendant le transport afin de s'assurer que les conditions d'emballage et de transport sont maintenues. Tout dommage ou problème constaté fera l'objet d'un signalement immédiat et de mesures correctives.

Article 10: Stockage des jeunes plants

Le stockage des jeunes plants forestiers est une étape cruciale pour assurer leur survie et leur bonne reprise après la livraison. Des conditions de stockage inadéquates peuvent entraîner un stress important pour les plants et compromettre leur qualité. Il est donc essentiel de respecter des protocoles stricts pour le stockage afin de garantir la réussite de la plantation.

Les jeunes plants doivent être stockés dans un endroit frais, ombragé et bien ventilé, à l'abri du vent, du soleil direct et des sources de chaleur. La température idéale se situe entre 2°C et 5°C, avec un taux d'humidité relative maintenu entre 85% et 95%. Des dispositifs de régulation de la température et de l'humidité doivent être prévus pour atteindre ces conditions optimales.

Les plants seront stockés dans leurs contenants d'origine, en veillant à ce que les racines ne sèchent pas. Un arrosage régulier, sans excès, sera effectué pour maintenir un bon niveau d'humidité du substrat. Afin d'éviter tout risque de moisissure, une aération régulière de l'espace de stockage est indispensable.

La durée de stockage doit être limitée au strict nécessaire avant la livraison sur le chantier. Au-delà de 2 semaines, des précautions supplémentaires devront être prises pour éviter tout dommage aux plants. Des contrôles réguliers de l'état des plants stockés seront effectués, et toute anomalie devra être signalée sans délai.

Article 11: Livraison des jeunes plants

La livraison des jeunes plants forestiers constitue une étape essentielle dans le processus de production et de mise en place des peuplements forestiers. Cette phase doit être organisée avec soin afin de garantir l'intégrité et la qualité des plants tout en assurant une livraison rapide et sécurisée sur le site de plantation.

1. Les conditions de livraison des jeunes plants doivent être définies avec précision dans le contrat, en concertation avec le client. Les délais de livraison, les modalités de transport, les exigences d'emballage et de conditionnement seront clairement spécifiés.
2. Le fournisseur devra s'assurer que les plants sont livrés dans les meilleures conditions possibles, protégés des chocs, des variations de température et de l'exposition directe au soleil ou au vent. Des mesures de protection adaptées seront mises en place (bâches, caisses isothermes, etc.).
3. Les livraisons seront planifiées de manière à ce que les jeunes plants arrivent sur le site de plantation juste avant leur mise en terre, limitant ainsi les risques de stress et de dessèchement. Des créneaux horaires précis seront convenus avec le client pour garantir une réception dans les meilleures conditions.

Chaque livraison fera l'objet d'un bordereau de suivi détaillé, indiquant la quantité, la qualité, l'état général des plants, ainsi que les conditions de transport. Ce document servira de base pour la réception et l'acceptation des jeunes plants par le client.

Article 12: Réception et acceptation des jeunes plants

La réception et l'acceptation des jeunes plants forestiers sont des étapes essentielles pour s'assurer que le produit livré est conforme aux spécifications techniques et aux exigences du contrat. Lors de la livraison, un contrôle minutieux sera effectué par le client, en présence du fournisseur, afin de vérifier l'état général, la fraîcheur, les caractéristiques morphologiques et physiologiques des plants. Des échantillons seront prélevés et analysés en laboratoire pour s'assurer de la conformité avec les normes de qualité établies.

Un procès-verbal de réception sera dressé, attestant de l'acceptation ou du refus des lots de jeunes plants. En cas de non-conformité, le fournisseur aura l'obligation de remplacer les plants défectueux dans les plus brefs délais, à ses frais. Le client se réserve le droit de refuser tout ou partie de la livraison si les exigences techniques et sanitaires ne sont pas remplies. Une traçabilité complète sera mise en place pour permettre le suivi de chaque lot de jeunes plants, de la production à la livraison.

Article 13: Garantie et responsabilité

Le fournisseur de jeunes plants forestiers doit garantir la qualité, l'origine et la conformité des plants livrés aux exigences spécifiées dans le présent cahier des charges. Cette garantie s'applique à toutes les étapes du processus, de la production en pépinière jusqu'à la livraison et l'acceptation finale par le client.

Le fournisseur est responsable de tout dommage ou défaut causé aux plants durant la production, l'élevage, l'emballage, le transport ou le stockage. Il doit remplacer à ses frais tous les plants non conformes ou endommagés, dans un délai raisonnable convenu avec le client.

En cas de non-respect des engagements du fournisseur, des pénalités financières pourront être appliquées, sans préjudice d'éventuels dommages et intérêts. Le montant de ces pénalités sera fixé dans le contrat, en fonction de la gravité des manquements et de leurs conséquences sur le projet.

La responsabilité du fournisseur est également engagée en cas de non-respect des réglementations en vigueur concernant la santé, la sécurité et l'environnement. Il doit indemniser le client pour tout préjudice causé par des manquements à ces obligations légales.

Enfin, une assurance responsabilité civile professionnelle doit être souscrite par le fournisseur pour couvrir les risques liés à l'exécution du contrat. Les modalités d'application de cette garantie seront précisées dans le contrat.

Article 14: Suivi et traçabilité

Le suivi et la traçabilité des jeunes plants forestiers sont essentiels pour garantir la qualité du produit final et assurer la transparence tout au long du processus de production et de livraison. Cette section définit les exigences en matière de suivi et de traçabilité que le fournisseur doit mettre en place.

1. **Fiches de suivi individuelles :** Le fournisseur doit tenir des fiches de suivi détaillées pour chaque lot de jeunes plants, comprenant des informations telles que la date de semis, les traitements appliqués, les contrôles effectués, les conditions de culture, etc. Ces fiches doivent être mises à jour régulièrement et conservées pendant une durée minimale de 5 ans.
2. **Numérotation et étiquetage :** Chaque lot de jeunes plants doit être clairement identifié par un numéro unique permettant de retracer son origine et son historique. Des étiquettes indiquant ce numéro doivent être apposées sur les contenants, les palettes ou les emballages.
3. **Registre de production :** Le fournisseur doit tenir un registre de production détaillé, recensant tous les lots produits, leurs caractéristiques (espèce, provenance, date de semis, etc.) ainsi que les quantités et les dates de livraison. Ce registre doit être accessible sur demande.
4. **Traçabilité amont et aval :** Le fournisseur doit être en mesure de remonter la chaîne d'approvisionnement pour identifier les origines des semences ou plants utilisés, ainsi que de suivre la destination finale des jeunes plants livrés. Des procédures de traçabilité doivent être mises en place et documentées.
5. **Audits et inspections :** Des audits réguliers du système de suivi et de traçabilité peuvent être effectués par le client ou un tiers mandaté. Le fournisseur doit se conformer à ces contrôles et fournir tous les documents et informations nécessaires.

Le respect scrupuleux de ces exigences en matière de suivi et de traçabilité permettra de garantir la qualité, la fiabilité et la transparence tout au long du cycle de vie des jeunes plants forestiers.

Article 15: Formation du personnel

La formation du personnel est essentielle pour garantir la qualité et la fiabilité de la production, de l'élevage, de l'entretien et de la livraison des jeunes plants forestiers. Tous les employés impliqués dans ces processus doivent recevoir une formation adaptée pour acquérir les compétences nécessaires à l'exécution de leurs tâches de manière efficace et conforme aux exigences du cahier des clauses techniques particulières.

Cette formation doit couvrir les domaines suivants :

1. Connaissance approfondie des caractéristiques et des exigences des différentes essences de jeunes plants forestiers produits
2. Maîtrise des techniques de production, d'élevage et d'entretien des jeunes plants en pépinière
3. Procédures de contrôle qualité à chaque étape du processus
4. Règles d'hygiène, de sécurité et de protection de l'environnement à respecter

5. Techniques d'emballage, de transport et de stockage des jeunes plants
6. Procédures de livraison, de réception et d'acceptation des commandes
7. Gestion de la traçabilité et de la documentation

Un plan de formation détaillé devra être soumis par le fournisseur et validé par le client. Des sessions de formation initiale et continue seront organisées régulièrement pour s'assurer que l'ensemble du personnel soit constamment qualifié et à jour sur les meilleures pratiques. Des évaluations régulières permettront de mesurer l'efficacité de la formation et d'identifier les besoins complémentaires.

Article 16: Sécurité et hygiène

La sécurité et l'hygiène sont des éléments essentiels dans la production, l'élevage, la livraison et l'entretien des jeunes plants forestiers en pépinière de production. Il est primordial de mettre en place des mesures rigoureuses afin de protéger la santé et la sécurité de tous les intervenants, depuis les ouvriers jusqu'aux livreurs et clients finaux.

1. Formation du personnel : Tout le personnel impliqué dans les différentes étapes du processus doit recevoir une formation complète sur les bonnes pratiques en matière de sécurité et d'hygiène. Cette formation couvre l'utilisation sécuritaire des équipements, la manipulation des produits chimiques, les procédures d'urgence et les gestes de premiers secours.
2. Équipements de protection individuelle (EPI) : Des équipements de protection adaptés, tels que gants, lunettes, masques et vêtements de travail, doivent être fournis et systématiquement portés par le personnel. Un contrôle régulier de l'état et du bon fonctionnement de ces EPI est nécessaire.
3. Hygiène des installations : Les locaux, les zones de production et d'entreposage doivent être maintenues dans un état de propreté irréprochable. Des procédures de nettoyage et de désinfection sont mises en place et respectées. Un suivi de la qualité de l'eau utilisée pour l'irrigation et le nettoyage est également assuré.
4. Gestion des déchets : Un système de tri et d'élimination sécuritaire des déchets, qu'il s'agisse de matériel végétal, de produits chimiques ou d'emballages, est mis en place afin de prévenir tout risque de contamination ou de pollution.
5. Signalisation et consignes de sécurité : Des panneaux de signalisation clairs, des procédures d'urgence affichées et des consignes de sécurité et d'hygiène bien visibles permettent de sensibiliser et d'informer l'ensemble du personnel.

Article 17: Protection de l'environnement

Le respect et la protection de l'environnement sont des enjeux cruciaux dans le cadre de la production, de l'élevage, de la livraison et de l'entretien des jeunes plants forestiers. En tant que responsable de cette activité, vous vous engagez à mettre en place des pratiques durables et écoresponsables à chaque étape du processus.

1. Gestion des déchets : Vous devrez mettre en place un système rigoureux de tri et d'élimination des déchets générés par votre activité, qu'il s'agisse de déchets organiques, de contenants, d'emballages ou de tout autre déchet. Un plan de recyclage et de valorisation des déchets sera mis en place.
2. Réduction de l'empreinte carbone : Vous devrez optimiser vos processus de production et de transport afin de réduire au maximum les émissions de gaz à effet de serre. L'utilisation de carburants verts, l'adoption de pratiques agroécologiques et l'optimisation des circuits logistiques seront privilégiées.
3. Préservation de la biodiversité : Votre activité devra s'inscrire dans une démarche de préservation de la biodiversité locale. Cela se traduira par le choix d'essences adaptées au climat et aux écosystèmes, la

mise en place de zones de refuge pour la faune et la flore, et le recours à des méthodes de production respectueuses des équilibres naturels.

4. Réduction des intrants : Vous vous engagez à limiter au maximum l'utilisation de produits chimiques, de pesticides et d'engrais de synthèse dans vos processus de production et d'entretien des jeunes plants. Une approche agroécologique privilégiant les intrants naturels et biologiques sera prioritaire.
5. Formation et sensibilisation : Vous formerez et sensibiliserez l'ensemble de votre personnel aux enjeux environnementaux liés à votre activité. Une culture de l'écoresponsabilité sera ainsi développée au sein de votre entreprise.

En adoptant ces mesures concrètes, vous contribuerez activement à la protection de l'environnement et à la durabilité de votre activité de production et d'élevage de jeunes plants forestiers. Votre engagement en faveur d'une économie verte sera un atout majeur pour répondre aux attentes de vos clients et aux enjeux de demain.

Article 18: Sous-traitance

Le recours à la sous-traitance est autorisé dans le cadre de ce contrat, sous réserve du respect de certaines exigences. Le fournisseur est responsable de la sélection et de la supervision de ses sous-traitants, qui doivent être en mesure de respecter l'ensemble des clauses techniques et contractuelles. Toute sous-traitance doit faire l'objet d'une déclaration préalable auprès du client, qui se réserve le droit d'accepter ou de refuser les sous-traitants proposés.

Les sous-traitants retenus doivent présenter les mêmes garanties techniques, de qualité, de sécurité et d'environnement que le fournisseur principal. Ils sont soumis aux mêmes exigences en matière de traçabilité, de contrôle de la qualité, d'emballage et de transport. Le fournisseur demeure responsable de la bonne exécution des prestations sous-traitées et s'engage à mettre en place un système de suivi et d'évaluation régulière de ses sous-traitants.

Dans le cas où des manquements seraient constatés chez un sous-traitant, le client se réserve le droit d'exiger son remplacement immédiat. Le fournisseur doit également être en mesure de justifier de la capacité de ses sous-traitants à respecter les exigences en matière de sécurité, d'hygiène et de protection de l'environnement. Tout changement de sous-traitant doit faire l'objet d'une nouvelle déclaration et d'une validation par le client.

Article 19: Assurance qualité

L'assurance qualité est un élément essentiel du présent cahier des clauses techniques particulières. Elle vise à garantir la qualité des jeunes plants forestiers produits, élevés et livrés par le fournisseur. Cette assurance qualité s'appuie sur un système de management de la qualité rigoureux, documenté et audité régulièrement.

Tout d'abord, le fournisseur devra mettre en place des procédures d'assurance qualité couvrant l'ensemble du processus, de la production à la livraison des plants. Ces procédures devront être détaillées dans un manuel qualité, qui sera transmis au client. Ce manuel définira les responsabilités, les modes opératoires, les points de contrôle, les enregistrements à tenir, ainsi que les actions correctives à mettre en œuvre en cas de non-conformité.

Le fournisseur devra également désigner un responsable qualité, chargé de la mise en œuvre et du suivi du système d'assurance qualité. Ce responsable aura autorité pour arrêter la production ou la livraison en cas de non-respect des exigences. Il sera l'interlocuteur privilégié du client pour toutes les questions liées à la qualité.

Des audits internes réguliers seront réalisés par le fournisseur afin de vérifier l'efficacité du système d'assurance qualité. Les résultats de ces audits seront communiqués au client. Ce dernier se réserve également le droit d'effectuer des audits ponctuels sur le site de production, à ses frais.

Enfin, le fournisseur devra mettre en place un système de traçabilité permettant d'identifier l'origine et les étapes de production de chaque lot de jeunes plants. Cette traçabilité sera essentielle en cas de problème ou de réclamation.

Article 20: Modifications et adaptations

Les modifications et adaptations potentielles du présent cahier des clauses techniques particulières sont encadrées et balisées afin de garantir la cohérence de l'ensemble du contrat et le respect des exigences initiales. Tout changement doit être dûment justifié et soumis à l'approbation de l'autorité contractante.

Ainsi, les adaptations possibles concernent principalement :

- Les spécifications techniques des jeunes plants forestiers, notamment les caractéristiques morphologiques, physiologiques et sanitaires, en fonction des essences, des usages prévus et des conditions pédoclimatiques locales.
- Les protocoles de production, d'élevage et d'entretien des plants, afin de s'adapter aux innovations techniques et aux bonnes pratiques de la filière.
- Les modalités de contrôle qualité et de suivi, pour tenir compte de l'évolution des méthodes d'évaluation et des normes en vigueur.
- Les exigences en matière de sécurité, d'hygiène et de protection de l'environnement, en conformité avec les réglementations en vigueur.
- Les conditions de livraison, de réception et de garantie, pour s'adapter aux besoins spécifiques des sites de reboisement.

Toute proposition de modification doit faire l'objet d'une demande écrite, justifiée et accompagnée des éléments techniques et économiques nécessaires à son évaluation. L'autorité contractante se réserve le droit d'accepter ou de refuser ces évolutions, en fonction de leur impact sur la qualité, les délais et les coûts du marché.

Article 21: Résiliation du contrat

Le présent contrat pourra être résilié dans les cas suivants :

- **Manquement grave d'une des parties à ses obligations contractuelles :** Si l'une des parties ne respecte pas de manière significative les termes du contrat, l'autre partie pourra demander la résiliation du contrat après avoir notifié le manquement et laissé un délai raisonnable pour y remédier.
- **Cas de force majeure :** En cas d'événement imprévisible, irrésistible et indépendant de la volonté des parties, tels qu'une catastrophe naturelle, une guerre ou une pandémie, le contrat pourra être résilié de plein droit sans indemnité.
- **Accord mutuel des parties :** Les deux parties peuvent convenir d'un commun accord de résilier le contrat à tout moment, en se mettant d'accord sur les modalités de résiliation et les éventuelles indemnités.

Dans tous les cas, la résiliation du contrat devra être notifiée par lettre recommandée avec accusé de réception en précisant les motifs. Les parties devront alors procéder à la liquidation de leurs engagements respectifs dans un délai raisonnable.

Article 21: Règlement des différends

Tout différend ou litige pouvant survenir entre les parties dans le cadre de l'exécution du présent cahier des clauses techniques particulières sera réglé à l'amiable dans un premier temps. Les parties s'engagent à se rencontrer et à négocier de bonne foi pour trouver une solution mutuellement acceptable.

Si le différend persiste malgré les efforts de conciliation, les parties conviennent de soumettre le litige à la décision d'un tribunal de médiation composé d'un représentant de chaque partie et d'un tiers indépendant choisi d'un commun accord. Ce tribunal aura pour mission de proposer une solution équitable dans un délai raisonnable.

En cas d'échec de la médiation, le différend sera alors porté devant les tribunaux compétents du ressort de la juridiction où est situé le siège social du pouvoir adjudicateur. Les parties s'engagent à respecter la décision rendue et à l'exécuter de bonne foi.

Tout au long de la procédure de règlement du différend, les parties s'engagent à poursuivre l'exécution de leurs obligations contractuelles, sauf en cas de faute grave ou de manquement caractérisé de l'une d'entre elles.

Article 22: Dispositions diverses

Ce cahier des clauses techniques particulières comporte un certain nombre de dispositions diverses qui couvrent des aspects variés en lien avec la production, l'élevage, la livraison et l'entretien des jeunes plants forestiers en pépinière de production. Ces dispositions visent à s'assurer du bon déroulement du contrat et du respect des obligations de chaque partie.

Ainsi, des clauses aborderont la possibilité de sous-traitance de certaines tâches par le fournisseur, les exigences en matière d'assurance qualité, les modalités de modification et d'adaptation du contrat en cours d'exécution, ainsi que les conditions de résiliation du contrat. Des dispositions spécifiques régiront également le règlement des différends pouvant survenir entre les parties.

Des annexes techniques viendront compléter ces dispositions diverses, apportant des précisions sur les spécifications techniques des plants, les protocoles de contrôle qualité, les modèles de fiches de suivi, les consignes de sécurité et d'hygiène, les procédures d'assurance qualité, ainsi que les différents formulaires contractuels à utiliser. Ces annexes permettront d'assurer une mise en œuvre opérationnelle et détaillée des exigences du cahier des charges.

Enfin, des clauses portant sur la protection de l'environnement, la formation du personnel et les obligations de traçabilité viendront compléter ce cahier des clauses techniques particulières, dans une optique de développement durable et de responsabilité sociale de l'entreprise fournisseur.

Article 23: Annexes techniques

Les annexes techniques du cahier des clauses techniques particulières (CCTP) rassemblent les documents complémentaires et les informations détaillées nécessaires à la mise en œuvre du contrat pour la production,

l'élevage, la livraison et l'entretien des jeunes plants forestiers en pépinière de production. Ces annexes offrent un cadre technique précis et exhaustif qui vient compléter les exigences générales définies dans le corps du CCTP.

Ainsi, on y retrouve notamment :

1. Les spécifications techniques détaillées des jeunes plants forestiers à produire, incluant les caractéristiques morphologiques, physiologiques et sanitaires attendues.
2. Les protocoles de contrôle qualité à mettre en place pour vérifier la conformité des plants tout au long du processus, depuis la production jusqu'à la livraison.
3. Des modèles de fiches de suivi permettant de tracer l'historique de chaque lot de plants, de la pépinière jusqu'au site de plantation.
4. Les consignes de sécurité et d'hygiène à respecter par le personnel intervenant sur la production et la manipulation des plants.
5. Les procédures d'assurance qualité à mettre en œuvre par le titulaire du marché pour garantir la qualité des prestations.
6. Les différents formulaires contractuels à utiliser pour la commande, la livraison et la réception des plants.

Ces annexes techniques constituent ainsi un outil indispensable pour assurer le bon déroulement du marché et la conformité des plants livrés aux exigences du client. Elles permettent également de faciliter le suivi et le contrôle des prestations par le maître d'ouvrage.

Annexe 1: Spécifications techniques des jeunes plants

Cette annexe détaille les spécifications techniques que doivent respecter les jeunes plants forestiers produits et livrés dans le cadre de ce contrat. Ces spécifications assurent la qualité, la conformité et la pérennité des plants qui seront utilisés pour les programmes de reboisement et de reconstitution des forêts.

Les principales caractéristiques techniques attendues sont les suivantes :

1. **Essence et origine** : Les plants devront appartenir aux essences forestières autochtones de la région, avec une provenance locale garantie pour assurer une adaptation optimale aux conditions pédoclimatiques du site de plantation.
2. **Diamètre du collet** : Le diamètre du collet, mesuré à 2 cm du sol, devra être compris entre 3 et 6 mm pour la majorité des plants, avec une tolérance de 10% en dessous ou au-dessus de cette fourchette.
3. **Hauteur des plants** : La hauteur des plants devra être comprise entre 20 et 40 cm, avec une moyenne de 30 cm. Un écart maximal de 20% sera toléré.
4. **Système racinaire** : Le système racinaire devra être bien développé, ramifié et sain, sans anomalie ni blessure. La longueur des racines nues ne devra pas excéder 20 cm.
5. **Feuillage** : Le feuillage devra être dense, de couleur verte saine, sans signe de défoliation, de brûlure ou de maladie.
6. **Conditionnement** : Les plants seront livrés en mottes ou en conteneurs biodégradables (pas de contenants en plastique). L'emballage devra maintenir l'humidité et protéger les plants durant le transport et le stockage.

Des contrôles visuels et des mesures seront effectués à réception pour vérifier la conformité des lots de plants aux spécifications techniques de cette annexe. Tout lot ne respectant pas ces exigences pourra être refusé.

Annexe 2: Protocoles de contrôle qualité

Cette annexe décrit les protocoles de contrôle qualité à utiliser pour s'assurer que les jeunes plants forestiers livrés respectent les spécifications techniques et répondent aux exigences du cahier des clauses techniques particulières. Ces protocoles couvrent l'ensemble du processus, de la production à la livraison finale des plants.

1. **Contrôle qualité durant la production** : Des vérifications régulières seront effectuées en pépinière pour s'assurer du respect des procédures de production, du suivi des paramètres de croissance et de l'absence de dommages ou de défauts sur les plants. Des fiches de suivi seront renseignées à chaque étape clé.
2. **Contrôle qualité avant la livraison** : Un échantillonnage aléatoire de lots de plants sera réalisé pour vérifier la conformité par rapport aux spécifications techniques (hauteur, diamètre, système racinaire, état sanitaire, etc.). Des tests de résistance mécanique et de vitalité seront également effectués.
3. **Contrôle qualité à la réception** : À l'arrivée sur le site de plantation, un contrôle visuel approfondi sera réalisé sur un échantillon représentatif afin de s'assurer de l'intégrité des plants (absence de dommages, respect des critères de qualité, etc.). Un procès-verbal de réception sera établi et signé conjointement.
4. **Suivi et traçabilité** : Tout au long du processus, des fiches de suivi détaillées seront renseignées pour assurer la traçabilité des lots de plants, depuis leur production jusqu'à leur livraison et leur réception. Ces fiches permettront de retracer l'historique de chaque lot en cas de problème.

Des inspections ponctuelles pourront également être réalisées par le maître d'ouvrage ou un organisme indépendant pour vérifier la bonne application des protocoles de contrôle qualité. Des ajustements pourront être demandés si nécessaire afin de garantir la qualité irréprochable des jeunes plants livrés.

Annexe 3: Modèles de fiches de suivi

Cette annexe présente les différents modèles de fiches de suivi qui seront utilisés tout au long du processus de production, d'élevage, de livraison et d'entretien des jeunes plants forestiers. Ces fiches permettront de tracer de manière détaillée chaque étape du cycle de vie des plants, de la pépinière à la plantation sur le terrain.

La première fiche concerne le suivi de la production des jeunes plants en pépinière. Elle comprend des informations sur les conditions de culture (températures, humidité, engrais, etc.), les traitements phytosanitaires appliqués, les observations sur la croissance et la qualité des plants. Cette fiche sera renseignée régulièrement par les équipes de la pépinière.

La deuxième fiche est dédiée au suivi de l'élevage et de l'entretien des plants pendant leur transport et leur stockage avant livraison. On y retrouvera les conditions de conservation (température, hygrométrie, etc.), les manipulations effectuées, les éventuels dommages observés. Cette fiche sera complétée par les équipes logistiques.

Enfin, la troisième fiche concerne le suivi de la réception et de l'acceptation des jeunes plants par le client final. Elle permettra de tracer les conditions de livraison, les vérifications effectuées et la validation ou non de la commande. Cette fiche sera remplie conjointement par le client et le fournisseur.

L'ensemble de ces fiches de suivi vise à garantir une traçabilité complète des jeunes plants, de leur production à leur livraison. Elles constituent un outil essentiel pour assurer la qualité et la fiabilité de la filière.

Annexe 4: Consignes de sécurité et d'hygiène

Les consignes de sécurité et d'hygiène sont primordiales pour assurer la protection des employés travaillant dans les pépinières forestières. Afin de garantir des conditions de travail saines et sécurisées, les mesures suivantes devront être mises en place :

1. **Équipement de protection individuelle (EPI) :** Chaque employé devra porter un équipement de protection adapté, notamment des gants de protection, des lunettes de sécurité, des bottes antidérapantes et un casque de sécurité lors des opérations manuelles et mécanisées.
2. **Zones de travail sécurisées :** Les allées et les zones de circulation devront être clairement délimitées et maintenues en bon état afin d'éviter tout risque de chute ou de heurt. Des panneaux de signalisation appropriés seront installés.
3. **Produits phytosanitaires :** La manipulation des produits phytosanitaires nécessitera une formation spécifique du personnel et le respect strict des protocoles d'utilisation et de stockage. Des douches de sécurité et des kits de dépollution seront mis à disposition.
4. **Hygiène des locaux :** Les locaux (bureaux, ateliers, serres, etc.) devront faire l'objet d'un nettoyage régulier, avec une attention particulière portée à l'élimination des déchets et à la désinfection des surfaces de travail.
5. **Formation et sensibilisation :** Une formation adéquate sera dispensée à l'ensemble du personnel, portant sur les gestes de premiers secours, les procédures d'urgence et les bonnes pratiques d'hygiène et de sécurité. Des sessions de rappel seront organisées périodiquement.

Le respect de ces consignes permettra de créer un environnement de travail sain et sûr, propice au bien-être et à la productivité des employés de la pépinière.

Annexe 5: Procédures d'assurance qualité

Cette annexe détaille les procédures d'assurance qualité à mettre en place tout au long du processus de production, d'élevage et de livraison des jeunes plants forestiers. L'objectif est de garantir le respect des spécifications techniques et la traçabilité des opérations afin de fournir des plants de qualité.

1. **Manuel d'assurance qualité :** L'entreprise devra élaborer un manuel d'assurance qualité définissant l'organisation, les responsabilités, les processus et les procédures à suivre pour assurer la qualité à chaque étape. Ce manuel sera régulièrement mis à jour et communiqué à l'ensemble du personnel impliqué.
2. **Contrôle qualité en production :** Des contrôles systématiques seront effectués sur un échantillon représentatif de plants à différentes phases de la production (semis, repiquage, soins culturaux). Les paramètres de qualité tels que la vigueur, la conformation, l'absence de défauts, etc. seront vérifiés et consignés dans des fiches de suivi.
3. **Traçabilité des lots :** Un système de traçabilité permettra d'identifier chaque lot de plants depuis la réception des graines jusqu'à la livraison chez le client. Des étiquettes seront apposées sur les contenants et des enregistrements tenus à jour pour retracer l'historique de chaque lot.
4. **Audits internes :** Des audits internes réguliers seront réalisés pour évaluer l'efficacité du système d'assurance qualité et identifier les axes d'amélioration. Les responsables des différents processus seront impliqués dans ces audits.
5. **Actions correctives :** En cas de non-conformité détectée, des actions correctives seront immédiatement mises en place pour résoudre le problème. Un suivi sera assuré pour s'assurer de l'efficacité des actions menées.

L'ensemble de ces procédures d'assurance qualité a pour but de garantir la fiabilité et la traçabilité des plants forestiers livrés, conformément aux exigences du cahier des charges.

Annexe 6: Formulaires contractuels

Cette annexe contient les différents formulaires contractuels à utiliser dans le cadre de l'exécution du présent cahier des clauses techniques particulières. Ces formulaires permettent d'assurer une uniformité et une traçabilité des processus administratifs et commerciaux liés à la production, l'élevage, la livraison et l'entretien des jeunes plants forestiers. Voici la liste des principaux formulaires inclus dans cette annexe :

1. Bon de commande - Ce formulaire standardisé permet de passer une commande de jeunes plants auprès du fournisseur, en précisant les quantités, les essences, les dates de livraison souhaitées, etc.
2. Bordereau de livraison - Ce document accompagne chaque livraison de jeunes plants et permet d'enregistrer les informations relatives à la livraison (date, quantités, identification des lots, etc.).
3. Fiche de réception et d'acceptation - Cette fiche est remplie lors de la réception des jeunes plants sur le site de plantation, afin de valider la conformité de la livraison aux spécifications techniques.
4. Rapport d'inspection - Ce formulaire est utilisé pour consigner les résultats des contrôles qualité effectués sur les jeunes plants, que ce soit en pépinière ou sur le site de plantation.
5. Fiche de suivi de la production - Ce document permet de tracer l'ensemble des étapes de production et d'élevage des jeunes plants, de la germination jusqu'à la livraison.
6. Certificat de garantie - Ce certificat est remis au client pour attester de la garantie sur les jeunes plants livrés, conformément aux engagements contractuels.

Tous ces formulaires sont disponibles en format électronique et peuvent être adaptés en fonction des besoins spécifiques de chaque projet. Ils font partie intégrante du système d'assurance qualité mis en place par le fournisseur pour garantir la traçabilité et la fiabilité des opérations.

Action 2 : Reboisement des forêts dégradées à Madagascar et à Mayotte

Article 1 : Introduction

Ce document technique a pour objectif de définir les exigences techniques pour le reboisement des forêts dégradées à Madagascar dans la région de Boeny et à Mayotte en forêt départementale. Ce projet ambitieux vise à restaurer la résilience des forêts de l'océan Indien face aux défis environnementaux et climatiques actuels. L'introduction de ce cahier des charges présente les enjeux et les objectifs principaux du programme, qui s'inscrit dans une démarche globale de préservation et de gestion durable des écosystèmes forestiers de la région.

Article 2 : Contexte du projet

Ce projet de reboisement s'inscrit dans un cadre plus large de préservation et de restauration des écosystèmes forestiers fragilisés de la région de l'océan Indien. Les forêts de Madagascar et de Mayotte, en particulier, sont confrontées à de nombreuses menaces comme la déforestation, les feux de brousse, l'exploitation illégale du bois et la dégradation des sols. Cette situation met en péril la biodiversité unique de ces milieux naturels, ainsi que les services écosystémiques essentiels qu'ils fournissent aux populations locales, tels que l'approvisionnement en eau, la régulation du climat et la prévention des catastrophes naturelles.

Dans ce contexte, les autorités de Madagascar et de Mayotte ont décidé de s'engager dans une action concertée de reboisement et de restauration forestière, en partenariat avec des organisations internationales et des ONG



spécialisées. L'objectif est de reconstituer la couverture forestière, d'améliorer la résilience des écosystèmes face aux changements climatiques et de favoriser le développement durable des communautés riveraines. Ce projet ambitieux s'inscrit également dans les engagements internationaux de ces pays en matière de lutte contre la désertification et de préservation de la biodiversité.

Article 3 : Objectifs du projet

Les principaux objectifs de ce projet ambitieux de reboisement des forêts dégradées à Madagascar et à Mayotte sont multiples et s'inscrivent dans une démarche globale de restauration et de préservation des écosystèmes forestiers de la région de l'océan Indien. Il s'agit tout d'abord de reconstituer la couverture forestière et de favoriser la régénération naturelle des forêts, afin de renforcer leur résilience face aux défis environnementaux et climatiques actuels, tels que la déforestation, les feux de brousse et l'érosion des sols.

Au-delà de cet objectif écologique, ce projet vise également à préserver et à valoriser la biodiversité exceptionnelle de ces forêts tropicales, abritant de nombreuses espèces endémiques menacées. Il s'agit aussi de soutenir le développement durable des communautés locales, en leur offrant de nouvelles opportunités économiques liées à une gestion responsable des ressources forestières, tout en renforçant leur résilience face aux effets du changement climatique.

Enfin, ce programme s'inscrit dans les engagements internationaux de Madagascar et de Mayotte en matière de lutte contre la désertification et de protection de l'environnement. Il contribuera ainsi à la mise en œuvre des objectifs de développement durable de l'ONU et à l'atteinte des cibles fixées dans le cadre des accords de Paris sur le climat.

Article 4 : Zones cibles du projet

Ce projet ambitieux de reboisement des forêts dégradées cible deux zones principales : la région de Boeny à Madagascar et les forêts départementales de Mayotte. Ces deux régions ont été sélectionnées en raison de l'état critique de leurs écosystèmes forestiers, confrontés à de graves menaces comme la déforestation, les incendies et la dégradation des sols.

La région de Boeny, située dans le nord-ouest de Madagascar, abrite des forêts tropicales sèches et semi-humides d'une grande richesse écologique. Malheureusement, ces forêts ont été grandement fragilisées par des décennies d'exploitation excessive du bois, de défrichage pour l'agriculture et de pratiques agricoles non durables. L'objectif dans cette zone est de reconstituer la couverture forestière, de favoriser la régénération naturelle et de diversifier les essences plantées pour renforcer la résilience de ces écosystèmes.

À Mayotte, l'autre zone cible, les forêts départementales ont également subi de nombreuses pressions anthropiques, aggravées par les effets du changement climatique. Ces forêts tropicales humides abritent pourtant une biodiversité exceptionnelle, avec de nombreuses espèces endémiques. Le projet vise ici à restaurer la connectivité des massifs forestiers, à enrichir la diversité des essences et à impliquer les communautés locales dans la gestion durable de ces espaces naturels.

Article 4 : Forêts dégradées de la région de Boeny à Madagascar

La région de Boeny, située dans le nord-ouest de Madagascar, représente l'un des principaux foyers de dégradation forestière du pays. Autrefois recouvertes de magnifiques forêts tropicales sèches et semi-humides, ces terres ont été progressivement déboisées et exploitées de manière intensive au cours des dernières

décennies. L'agriculture itinérante sur brûlis, l'exploitation illégale du bois et les feux de brousse incontrôlés ont profondément fragilisé ces écosystèmes, ne laissant que des lambeaux de végétation clairsemée et dégradée.

Aujourd'hui, ces anciennes forêts luxuriantes se caractérisent par un paysage désolé, avec des arbres rabougris, un sol érodé et une biodiversité en déclin. Les conséquences de cette dégradation sont multiples : perturbation des cycles de l'eau, perte de fertilité des terres, augmentation des risques d'inondations et de glissements de terrain, ainsi que la disparition progressive d'espèces végétales et animales uniques à cette région. La résilience de ces forêts face aux changements climatiques est également gravement compromise.

C'est dans ce contexte alarmant que le projet de reboisement vise à restaurer la couverture forestière dans la région de Boeny. L'objectif est de favoriser la régénération naturelle des essences locales, tout en introduisant de nouvelles espèces adaptées aux conditions environnementales actuelles. Il s'agit également de mettre en place des pratiques agricoles et forestières durables, en étroite collaboration avec les communautés riveraines, afin de préserver durablement ces écosystèmes fragiles.

Article 5 : Forêts départementales de Mayotte

Les forêts départementales de Mayotte, situées sur l'île de Mayotte dans l'océan Indien, représentent un autre pilier majeur de ce projet ambitieux de reboisement. Autrefois recouvertes de luxuriantes forêts tropicales humides, ces écosystèmes uniques ont malheureusement subi de nombreuses pressions anthropiques au fil des années, fragilisant leur équilibre et menaçant leur biodiversité exceptionnelle.

Aujourd'hui, ces forêts départementales se caractérisent par une végétation clairsemée, une fragmentation des massifs forestiers et une faible résilience face aux effets du changement climatique, tels que les épisodes de sécheresse et les tempêtes tropicales. La perte de connectivité entre les différents fragments forestiers a entraîné l'isolement de nombreuses espèces endémiques, les exposant à un risque élevé d'extinction.

L'objectif du projet de reboisement dans cette région est de reconstituer la continuité des massifs forestiers, en favorisant la régénération naturelle des essences locales et en introduisant de nouvelles espèces mieux adaptées aux conditions environnementales actuelles. Il s'agit également d'impliquer étroitement les communautés locales dans la gestion durable de ces forêts, en leur offrant de nouvelles opportunités économiques liées à l'exploitation responsable des ressources forestières.

Par ces actions, le projet vise à restaurer la résilience de ces écosystèmes forestiers uniques, à préserver leur biodiversité remarquable et à contribuer au développement durable des populations de Mayotte, en harmonie avec la protection de leur environnement naturel.

Article 6 : Résilience des forêts de l'océan Indien

Diversité naturelle

Les forêts de l'océan Indien, notamment celles de Madagascar et de Mayotte, sont reconnues pour leur exceptionnelle biodiversité. Abritant de nombreuses espèces végétales et animales endémiques, ces écosystèmes forestiers jouent un rôle essentiel dans la préservation du patrimoine naturel unique de la région. Cependant, leur résilience face aux défis environnementaux actuels est gravement compromise par les pressions anthropiques et les effets du changement climatique.

Menaces et dégradation

Déforestation, feux de brousse, exploitation illégale du bois, pratiques agricoles non durables, fragmentation des massifs forestiers et perturbations climatiques sont autant de menaces qui fragilisent ces forêts tropicales. La dégradation progressive des écosystèmes forestiers se traduit par une perte de biodiversité, une érosion des sols, une diminution des services écosystémiques et une baisse de la résilience face aux chocs environnementaux.

Restauration et résilience

Pour relever ces défis et assurer la pérennité des forêts de l'océan Indien, des efforts concertés de restauration écologique et de gestion durable sont essentiels. Le projet de reboisement dans les régions de Boeny à Madagascar et de Mayotte vise à reconstituer la couverture forestière, à diversifier les essences, à favoriser la régénération naturelle et à impliquer les communautés locales. L'objectif est de renforcer la résilience de ces écosystèmes face aux changements climatiques et de préserver leur richesse naturelle pour les générations futures.

Article 7 : Exigences techniques pour le reboisement

La réussite de ce vaste projet de reboisement des forêts dégradées à Madagascar et à Mayotte repose sur un ensemble d'exigences techniques détaillées. Ces spécifications visent à garantir la mise en œuvre efficace et durable des opérations de reboisement, tout en assurant la préservation de l'environnement et le respect des réglementations en vigueur.

1. **Préparation du terrain** : Un travail minutieux de préparation du terrain sera nécessaire, incluant le débroussaillage, l'élimination des pétures mortes et l'ameublissement du sol pour faciliter la plantation. Des techniques de boisement par potets ou de plantation en plein doivent être privilégiées pour optimiser la reprise des plants.
2. **Choix des espèces** : Une sélection rigoureuse des essences forestières à planter sera effectuée, en privilégiant les espèces locales adaptées aux conditions édaphiques et climatiques de chaque site. L'objectif est de reconstituer la diversité floristique d'origine tout en introduisant des espèces plus résilientes face aux changements environnementaux.
3. **Techniques de plantation** : Des méthodes éprouvées de plantation seront mises en œuvre, en veillant au respect des gestes techniques (planting à la bêche, arrosage, paillage, etc.) pour assurer une bonne reprise et un développement optimal des jeunes plants. L'espacement entre les plants devra être adapté en fonction des essences choisies.
4. **Entretien des jeunes plants** : Un suivi régulier et un entretien soigné des plantations seront essentiels pour garantir la survie et la croissance des jeunes arbres. Cela comprendra notamment des actions de désherbage, de remplacement des plants défailants et de protection contre le bétail ou les ravageurs.
5. **Suivi et évaluation** : Des protocoles de suivi et d'évaluation des opérations de reboisement seront mis en place, incluant des inventaires forestiers, des analyses de la croissance et de la survie des plants, ainsi que des indicateurs de réussite environnementaux et socio-économiques. Ces données permettront d'ajuster les pratiques et d'assurer la pérennité du projet.

L'application rigoureuse de ces exigences techniques, en adéquation avec les spécificités des sites et en étroite collaboration avec les parties prenantes locales, sera garante du succès à long terme de ce projet ambitieux de restauration forestière dans l'océan Indien.

Article 8 : Préparation du terrain

Diagnostic du site

La première étape cruciale consiste à réaliser un diagnostic approfondi des sites ciblés pour le reboisement. Cela implique une évaluation détaillée des conditions du terrain, notamment la nature du sol, la topographie, la présence de végétation existante et l'accessibilité du site. Cette analyse permettra de déterminer les meilleures techniques de préparation du sol et d'adapter les méthodes de plantation en fonction des spécificités de chaque zone.

Débroussaillage et élimination des résidus

Avant toute activité de plantation, il sera nécessaire de procéder à un débroussaillage minutieux des zones à reboiser. Cela permettra d'éliminer la végétation herbacée et arbustive existante, facilitant ainsi les opérations de préparation du sol et de mise en terre des jeunes plants. Les résidus de coupe devront être évacués ou valorisés de manière responsable, en évitant tout brûlage incontrôlé qui pourrait nuire à l'environnement.

Travail du sol

Une fois le débroussaillage effectué, un travail du sol sera entrepris pour ameubler la surface et faciliter l'enracinement des jeunes plants. Selon les caractéristiques du terrain, différentes techniques pourront être employées, comme le labour superficiel, le scarifiage ou encore la création de potets de plantation. Ces opérations permettront d'améliorer la porosité du sol, d'optimiser l'infiltration de l'eau et de créer des conditions favorables à la reprise et à la croissance des arbres.

Aménagement des accès

Afin de faciliter les futurs travaux de plantation, d'entretien et de suivi, des voies d'accès seront aménagées sur les sites ciblés. Ces pistes forestières, étudiées pour minimiser l'impact sur l'environnement, permettront un meilleur acheminement du matériel et du personnel. Elles favoriseront également une meilleure surveillance et un entretien plus aisé des zones reboisées.

Article 9 : Choix des espèces à planter

Diversité des essences

Le choix judicieux des espèces forestières à planter est essentiel pour la réussite à long terme du projet de reboisement. L'objectif est de reconstituer la diversité floristique d'origine tout en favorisant l'introduction d'essences plus résilientes face aux défis environnementaux actuels, comme les effets du changement climatique. Une attention particulière sera portée à la sélection d'espèces locales, adaptées aux conditions édaphiques et climatiques spécifiques des sites cibles à Madagascar et à Mayotte.

Espèces adaptées aux sites

L'étape cruciale du diagnostic des zones à reboiser permettra d'identifier les essences les mieux adaptées à chaque site. Ainsi, dans la région de Boeny à Madagascar, où les forêts tropicales sèches et semi-humides ont été dégradées, des espèces telles que le baobab, le tamarinier ou le raphia seront privilégiées, en raison de leur résilience face aux conditions de sécheresse. À Mayotte, dans les forêts tropicales humides, des essences comme le takamaka, le badamier ou le cryptomère seront favorisées pour recréer la richesse floristique d'origine.

Valorisation des ressources locales

Outre la prise en compte des conditions environnementales, le projet de reboisement mettra également l'accent sur la valorisation des ressources forestières locales. En impliquant étroitement les communautés riveraines, les équipes techniques identifieront les essences les plus prisées pour leurs usages traditionnels, leur valeur économique ou leur importance culturelle. Cette approche permettra de renforcer l'appropriation du projet par les populations locales et de contribuer à la préservation des savoirs et des pratiques ancestrales liés à la forêt.

Article 10 : Techniques de plantation

La mise en œuvre de techniques de plantation adaptées est cruciale pour garantir le succès à long terme du projet de reboisement des forêts dégradées de Madagascar et de Mayotte. Diverses méthodes éprouvées seront déployées afin d'assurer une reprise optimale des jeunes plants et leur croissance pérenne au sein des écosystèmes forestiers ciblés.

Plantation à la bêche

La technique de plantation à la bêche sera privilégiée pour sa facilité de mise en œuvre et son efficacité dans les terrains accidentés ou difficilement mécanisables. Les équipes techniques créeront des potets de plantation d'une profondeur et d'un diamètre adaptés aux caractéristiques des jeunes plants, permettant ainsi une bonne installation de leur système racinaire. Un soin particulier sera apporté à l'orientation des plants et à la qualité du rebouchage des trous pour éviter tout tassement du sol.

Plantation en plein

Dans les zones plus accessibles et planes, une plantation en plein sera envisagée pour favoriser une couverture forestière homogène et dense. Les plants seront disposés selon un espacement calculé en fonction des essences choisies, afin d'optimiser l'utilisation de l'espace tout en laissant suffisamment de place pour le développement des houppiers. Une attention particulière sera portée à l'alignement des rangées pour faciliter les futurs travaux d'entretien.

Techniques complémentaires

Outre ces méthodes de base, d'autres techniques pourront être mises en œuvre de manière complémentaire, comme le paillage des jeunes plants pour limiter l'évaporation et l'enherbement, ou encore la protection individuelle des plants contre le bétail ou les ravageurs. L'utilisation de techniques de plantation innovantes, telles que la régénération naturelle assistée, sera également étudiée pour favoriser la résilience à long terme des forêts reboisées.

Quelle que soit la technique employée, un soin tout particulier sera apporté à la manipulation et à la mise en terre des jeunes plants, afin de garantir leur survie et leur développement optimal au sein des écosystèmes forestiers en cours de restauration.

Article 11 : Entretien des jeunes plants

Le succès à long terme du projet de reboisement des forêts dégradées de la région de Boeny à Madagascar et des forêts départementales de Mayotte dépendra en grande partie de l'entretien minutieux des jeunes plants fraîchement mis en terre. Une attention et des soins réguliers seront essentiels pour garantir la survie et la croissance optimale des arbres, afin de reconstituer durablement la couverture forestière de ces écosystèmes fragilisés.

1. **Désherbage** : Un désherbage fréquent autour des jeunes plants sera nécessaire pour éviter la concurrence avec la végétation herbacée et arbustive environnante. Cette opération manuelle permettra d'assurer un apport optimal en eau et en nutriments pour le bon développement des arbres nouvellement plantés.
2. **Remplacement des plants défaillants** : Un suivi régulier des plantations permettra d'identifier rapidement les plants qui n'auraient pas résisté. Ces derniers devront être remplacés, de préférence par des plants de la même essence, afin de maintenir la cohérence et la densité du reboisement.
3. **Protection contre le bétail et les ravageurs** : Dans les zones où la présence du bétail ou d'autres animaux pourrait menacer la survie des jeunes plants, des mesures de protection seront mises en place, telles que l'installation de clôtures ou de grillages autour des plants. Des traitements phytosanitaires pourront également être envisagés pour lutter contre les ravageurs susceptibles de nuire à la croissance des arbres.
4. **Taille de formation** : Afin d'optimiser la croissance et la forme des arbres, des opérations de taille de formation seront réalisées sur les jeunes plants. Cette pratique permettra d'éliminer les branches concurrentes, de favoriser le développement d'un tronc droit et d'encourager la formation d'un houppier équilibré.
5. **Fertilisation adaptée** : Selon les besoins identifiés lors du diagnostic initial des sols, des apports de fertilisants organiques ou minéraux pourront être effectués pour améliorer la nutrition des jeunes plants et stimuler leur croissance.

Ces différentes actions d'entretien, menées de manière régulière et soigneuse, contribueront de façon décisive à la réussite des opérations de reboisement. Elles permettront d'assurer la survie et le développement optimal des jeunes arbres, favorisant ainsi la reconstitution durable de ces forêts tropicales si précieuses pour la biodiversité et les populations locales.

Article 12 : Suivi et évaluation

Surveillance continue

Un suivi rigoureux et continu des opérations de reboisement sera mis en place pour s'assurer de la réussite à long terme du projet. Des équipes techniques effectueront régulièrement des relevés de terrain, incluant des inventaires forestiers, des analyses de croissance et de survie des plants, ainsi que des évaluations de l'état sanitaire des jeunes arbres. Ces données permettront d'ajuster les pratiques de gestion et d'entretien en fonction des besoins spécifiques de chaque site.

Indicateurs de performance

Des indicateurs de performance clés seront définis pour évaluer l'impact du projet à différentes échelles. Ils prendront en compte des critères environnementaux (taux de survie des plants, surface forestière restaurée, diversité des espèces), sociaux (implication des communautés, création d'emplois) et économiques (valorisation des produits forestiers, retombées économiques). Ces indicateurs permettront de mesurer l'efficacité des actions entreprises et de s'assurer du respect des objectifs fixés.

Analyse des résultats

Les données collectées lors du suivi seront régulièrement analysées par une équipe d'experts pluridisciplinaires. Cette analyse permettra d'évaluer les progrès réalisés, d'identifier les défis rencontrés et de proposer des ajustements stratégiques le cas échéant. Des rapports d'avancement seront produits à intervalles réguliers pour informer les parties prenantes et guider la prise de décision.

Adaptation et amélioration continue

Grâce à cette approche de suivi et d'évaluation, le projet de reboisement bénéficiera d'une boucle de rétroaction permettant d'adapter les pratiques en fonction des résultats observés. Cette démarche d'amélioration continue favorisera l'optimisation des techniques de plantation, d'entretien et de gestion, assurant ainsi la pérennité et la résilience à long terme des forêts restaurées.

Article 13 : Implication des communautés locales

Dialogue et concertation

La réussite à long terme du projet de reboisement dans les régions de Boeny à Madagascar et de Mayotte passe nécessairement par une implication étroite des communautés locales. Dès les premières phases de conception, un dialogue ouvert et une concertation approfondie avec les populations riveraines seront établis afin de prendre en compte leurs besoins, leurs attentes et leurs connaissances ancestrales liées à la gestion des forêts.

Participation active

Les communautés locales seront activement associées à toutes les étapes du projet, de la préparation du terrain au suivi et à l'entretien des plantations. Leur participation à la mise en œuvre des travaux de reboisement permettra de valoriser leurs savoir-faire traditionnels tout en renforçant leur sentiment d'appropriation du projet. Cette implication directe favorisera également la pérennité des actions entreprises et la durabilité des résultats obtenus.

Bénéfices économiques

Outre leur contribution aux opérations techniques, les communautés locales bénéficieront également des retombées économiques du projet de reboisement. La valorisation durable des produits forestiers, la création d'emplois liés à l'entretien des plantations et le développement de nouvelles filières de transformation du bois offriront de nouvelles opportunités de revenus pour les populations, contribuant ainsi à leur développement socio-économique.

Renforcement des capacités

Un accent particulier sera mis sur le renforcement des capacités des communautés locales à travers des programmes de formation et d'accompagnement. Ces actions permettront d'améliorer leurs compétences en matière de gestion forestière durable, de techniques de reboisement et d'entrepreneuriat lié à l'exploitation responsable des ressources naturelles. Cette approche favorisera l'autonomisation des populations et assurera la pérennité des initiatives entreprises.

Article 14 : Renforcement des capacités

Formation technique

Développement de compétences en techniques de reboisement

Gestion forestière durable

Sensibilisation aux pratiques de préservation et de régénération

Entrepreneuriat vert

Accompagnement dans la valorisation des ressources forestières

Le renforcement des capacités des communautés locales est un élément essentiel pour assurer la réussite et la pérennité du projet de reboisement des forêts dégradées de la région de Boeny à Madagascar et des forêts départementales de Mayotte. Un accent particulier sera mis sur le développement de compétences techniques liées aux différentes étapes du reboisement, de la préparation du terrain à l'entretien des jeunes plants. Les équipes techniques accompagneront également les populations dans l'appropriation de pratiques de gestion forestière durable, favorisant ainsi la préservation à long terme des écosystèmes restaurés.

Au-delà des aspects techniques, le projet mettra l'accent sur le renforcement des capacités entrepreneuriales des communautés locales. Des formations et un accompagnement seront proposés pour leur permettre de valoriser durablement les ressources forestières, que ce soit par la transformation du bois, la commercialisation de produits forestiers non ligneux ou le développement d'activités écotouristiques. Cette approche vise à favoriser l'émergence d'une économie verte, créatrice d'emplois et de revenus, tout en contribuant à la préservation des forêts.

Article 15 : Partenariats et collaborations

La réussite et la pérennité du projet ambitieux de reboisement des forêts dégradées dans les régions de Boeny à Madagascar et de Mayotte reposent sur la capacité à établir des partenariats solides et des collaborations fructueuses avec une variété d'acteurs clés. Cette approche permettra de mobiliser les expertises, les ressources et les synergies nécessaires à la mise en œuvre efficace et durable du programme de restauration forestière.

1. Collaboration avec les autorités nationales et locales : Une étroite coopération sera établie avec les ministères compétents, les collectivités territoriales et les services forestiers, afin de s'assurer de l'alignement du projet avec les politiques et réglementations en vigueur. Cette coordination permettra d'obtenir les autorisations et les soutiens nécessaires pour mener à bien les opérations de reboisement.
2. Partenariats avec les communautés locales : Comme évoqué précédemment, l'implication active des populations riveraines sera essentielle. Des accords de collaboration seront établis pour faciliter la participation des communautés aux différentes étapes du projet, depuis la planification jusqu'à la gestion à long terme des zones reboisées.
3. Coopération avec les organisations de la société civile : Des partenariats seront noués avec des ONG environnementales, des associations de développement local et des groupes communautaires, afin de bénéficier de leur expertise et de leur ancrage territorial. Cette synergie permettra d'optimiser l'impact du projet et de renforcer la mobilisation de tous les acteurs concernés.
4. Collaborations avec le secteur privé : Des entreprises des secteurs forestier, agricole, énergétique ou du tourisme seront associées au projet, en fonction de leurs domaines d'activité. Ces collaborations pourront prendre la forme de cofinancements, de programmes de responsabilité sociale ou encore de partenariats pour la valorisation durable des ressources forestières.
5. Échanges avec la communauté scientifique : Des liens seront établis avec des instituts de recherche, des universités et des experts techniques afin de bénéficier de leurs connaissances approfondies en matière de foresterie tropicale, de dynamique des écosystèmes et de techniques innovantes de reboisement. Ces échanges permettront d'optimiser les pratiques et d'assurer un suivi scientifique rigoureux du projet.

En mobilisant ces différents partenariats et en favorisant une approche collaborative, le projet de reboisement des forêts dégradées dans l'océan Indien renforcera sa légitimité, sa résilience et son impact à long terme. Cette synergie d'acteurs permettra de conjuguer les savoir-faire, de mutualiser les ressources et de pérenniser les

résultats obtenus, au bénéfice de la préservation des écosystèmes forestiers et des populations locales qui en dépendent.

Article 16 : Aspects réglementaires et légaux

La mise en œuvre du projet ambitieux de reboisement des forêts dégradées dans les régions de Boeny à Madagascar et de Mayotte nécessite une prise en compte attentive des aspects réglementaires et légaux applicables. Cet ancrage juridique solide permettra de sécuriser les opérations, de garantir le respect des normes en vigueur et de s'assurer de la cohérence du projet avec les politiques publiques en matière de gestion forestière et de préservation de l'environnement.

Cadre réglementaire	Le projet s'inscrira dans le respect des réglementations nationales et locales relatives à la protection des forêts, à la conservation de la biodiversité et à l'utilisation durable des ressources naturelles. Une analyse approfondie de la législation en vigueur à Madagascar et à Mayotte permettra d'identifier les exigences spécifiques à chaque zone cible et de s'y conformer.
Autorisations et permis	Toutes les autorisations et permis nécessaires à la réalisation des travaux de reboisement seront obtenus auprès des autorités compétentes, telles que les ministères en charge des forêts, de l'environnement et de l'aménagement du territoire. Un dialogue étroit sera mené avec ces instances pour faciliter les démarches administratives et garantir la légalité des opérations.
Régime foncier	Une attention particulière sera accordée à la question du régime foncier des sites ciblés pour le reboisement. Des accords de concession, de location ou de mise à disposition des terres seront négociés avec les propriétaires fonciers, qu'il s'agisse de l'État, de collectivités territoriales ou de communautés locales, afin d'assurer la sécurité juridique du projet à long terme.
Aspects environnementaux	Conformément à la réglementation en vigueur, une étude d'impact environnemental sera réalisée pour évaluer les incidences potentielles du projet sur les écosystèmes forestiers, la biodiversité et les ressources naturelles. Les mesures de prévention et d'atténuation des impacts identifiées seront scrupuleusement appliquées tout au long de la mise en œuvre du reboisement.

Ce cadre juridique solide, couplé à une concertation étroite avec les autorités compétentes, garantira la légalité et la pérennité des actions entreprises dans le cadre du projet de reboisement des forêts dégradées de l'océan Indien. Cette approche responsable permettra de s'assurer du respect des réglementations en vigueur tout en favorisant une appropriation locale du projet par les communautés et les parties prenantes.

Article 17 : Considérations environnementales

La préservation de l'environnement est au cœur du projet de reboisement des forêts dégradées à Madagascar et à Mayotte. Une attention particulière sera portée aux impacts potentiels des opérations de reboisement sur les écosystèmes existants, afin de garantir la durabilité et la résilience à long terme de ces précieux espaces forestiers.

Évaluation minutieuse des impacts

Avant le démarrage des travaux, une étude d'impact environnemental approfondie sera réalisée pour identifier les enjeux écologiques majeurs des zones ciblées. Cette analyse évaluera les effets du reboisement sur la



biodiversité, les ressources en eau, les sols et les équilibres naturels des forêts. Elle permettra également de définir les mesures préventives et compensatoires adaptées pour minimiser les impacts éventuels et préserver l'intégrité des écosystèmes.

Intégration des aspects environnementaux

Les considérations environnementales seront pleinement intégrées à toutes les étapes du projet, de la sélection des essences à planter jusqu'aux techniques de mise en œuvre. Une priorité sera accordée aux espèces indigènes, mieux adaptées aux conditions locales et favorisant le maintien de la biodiversité. Les pratiques de reboisement seront également ajustées pour limiter l'érosion, préserver la qualité des sols et favoriser la régénération naturelle des forêts.

Synergie avec les aires protégées

Lorsque les zones de reboisement seront adjacentes ou incluses dans des aires protégées existantes, une étroite coordination sera mise en place avec les gestionnaires de ces espaces naturels. Cette collaboration permettra d'assurer la cohérence des actions entreprises et de maximiser les bénéfices écologiques pour l'ensemble des écosystèmes forestiers de la région.

Article 18 : Aspects sociaux et économiques

Le projet de reboisement des forêts dégradées dans les régions de Boeny à Madagascar et de Mayotte aura un impact significatif sur les aspects sociaux et économiques des communautés locales. L'implication étroite de ces populations et la valorisation durable des ressources forestières seront au cœur de cette initiative ambitieuse.

Sur le plan social, le projet permettra de renforcer la résilience et la cohésion des communautés en les associant directement aux différentes étapes du reboisement. Leur participation active à la planification, à la mise en œuvre et au suivi des plantations renforcera leur sentiment d'appartenance et leur responsabilité vis-à-vis de ces écosystèmes forestiers restaurés. De plus, les programmes de formation et d'accompagnement favoriseront l'autonomisation des populations, en leur donnant les moyens de devenir acteurs à part entière de la gestion durable de leur environnement.

Sur le plan économique, le projet offrira de nouvelles opportunités de revenus grâce à la valorisation responsable des produits forestiers. La création d'emplois liés à l'entretien des plantations, le développement de filières de transformation du bois et l'essor d'activités écotouristiques contribueront à améliorer les conditions de vie des populations locales. Cette dynamique économique verte s'inscrira dans une logique de développement durable, garantissant la pérennité des bénéfices à long terme.

Article 19 : Durabilité du projet

Implication des parties prenantes

Engagement durable des communautés locales

Plan de gestion forestière

Pérennité des pratiques de reboisement



Suivi et évaluation continue

Amélioration continue des actions

Autonomie financière

Mobilisation de ressources pérennes

La durabilité du projet de reboisement des forêts dégradées de la région de Boeny à Madagascar et des forêts départementales de Mayotte est un élément clé pour garantir la réussite à long terme de cette initiative ambitieuse. Cet aspect fondamental sera pris en compte dès la conception du projet et tout au long de sa mise en œuvre.

Tout d'abord, l'implication durable des parties prenantes, en particulier des communautés locales, sera assurée grâce à une approche participative et à un renforcement continu de leurs capacités. Leur appropriation des techniques de reboisement et de gestion forestière durable sera essentielle pour pérenniser les actions entreprises. Un plan de gestion forestière détaillé et adapté aux spécificités de chaque zone cible sera également élaboré en concertation avec les parties prenantes.

Par ailleurs, un suivi et une évaluation continue des résultats du projet permettront d'identifier les points forts et les défis à relever, favorisant ainsi une amélioration continue des pratiques. Les indicateurs de performance définis au préalable seront régulièrement mesurés, et les enseignements tirés seront intégrés pour optimiser l'impact et la résilience à long terme des forêts restaurées.

Enfin, la durabilité du projet reposera également sur sa capacité à assurer une autonomie financière. À cette fin, des sources de financement pérennes seront mobilisées, telles que des subventions publiques, des partenariats avec le secteur privé et des mécanismes de valorisation des produits et services forestiers. Cette approche garantira la disponibilité des ressources nécessaires pour mener à bien les opérations de reboisement et d'entretien des plantations sur le long terme.

Article 20 : Plan de financement

Le plan de financement du projet ambitieux de reboisement des forêts dégradées dans les régions de Boeny à Madagascar et de Mayotte reposera sur une approche diversifiée et pérenne, permettant de mobiliser les ressources nécessaires à la réalisation et à la durabilité des opérations. Cette stratégie de financement intégrera différentes sources complémentaires, assurant ainsi la solidité du modèle économique et la capacité à faire face aux défis à long terme.

Financement public

Des subventions et aides financières seront sollicitées auprès des autorités nationales et locales, ainsi que d'institutions régionales et internationales impliquées dans la préservation des forêts tropicales et la lutte contre les changements climatiques. Ces fonds publics constitueront le socle du plan de financement et permettront de lancer les premières phases du projet.

Contributions privées

Des entreprises des secteurs forestier, agricole, énergétique et du tourisme seront mobilisées pour s'engager dans des programmes de responsabilité sociale et environnementale. Leurs contributions financières, sous



forme de dons ou de cofinancements, viendront compléter les ressources publiques et renforcer la viabilité économique du projet à long terme.

Mécanismes de marché

Des mécanismes innovants de financement basés sur le marché, tels que la vente de crédits carbone ou la valorisation des services écosystémiques, seront étudiés et mis en place pour générer des revenus pérennes. Ces initiatives permettront d'assurer une autonomie financière progressive et de pérenniser les actions de reboisement.

En parallèle, le projet s'appuiera sur une diversification des sources de financement pour sécuriser son modèle économique. Des partenariats stratégiques seront noués avec des institutions financières, des fondations et des organismes de coopération internationale spécialisés dans le financement de projets environnementaux et de développement local. Cette approche multipartite garantira la disponibilité des ressources nécessaires à la mise en œuvre et à l'entretien à long terme des forêts restaurées.

Enfin, une attention particulière sera accordée à la mobilisation de financements pérennes, à travers notamment la mise en place de fonds dédiés à la gestion durable des écosystèmes forestiers. Cette stratégie assurera la pérennité des investissements et permettra de faire face aux éventuels aléas climatiques ou économiques susceptibles d'affecter le projet à long terme.

Article 21 : Calendrier prévisionnel

Lancement du projet

Le projet de reboisement des forêts dégradées dans les régions de Boeny à Madagascar et de Mayotte débutera par une phase de cadrage et de mobilisation des parties prenantes. Cette étape initiale, d'une durée de 3 mois, permettra de finaliser la planification détaillée des actions, d'obtenir les autorisations nécessaires et de consolider les partenariats avec les communautés locales, les autorités et les autres acteurs impliqués.

Préparation du terrain

Pendant les 6 premiers mois, les équipes techniques procéderont à la préparation des sites de reboisement, incluant des travaux de débroussaillage, de scarification des sols et d'aménagement des pistes d'accès. Cette phase cruciale garantira des conditions optimales pour la réussite de la plantation des jeunes plants.

Plantations

La campagne de reboisement proprement dite se déroulera sur une période de 2 ans, avec des opérations de plantation étalées sur la saison des pluies. Les équipes techniques, en étroite collaboration avec les communautés locales, procéderont à la mise en terre des espèces sélectionnées, en respectant les meilleures pratiques de reboisement pour assurer la survie et la croissance des jeunes plants.

Entretien et suivi

Pendant les 5 années suivantes, un programme d'entretien régulier des zones reboisées sera mis en place. Des actions de désherbage, de taille, de remplacement des plants défailants et de lutte contre les prédateurs seront menées pour garantir la pérennité des forêts restaurées. Un suivi écologique approfondi sera également assuré pour évaluer la performance et l'évolution des écosystèmes forestiers.

Article 21 : Rôles et responsabilités des parties prenantes

Autorités nationales et locales

Les autorités gouvernementales aux niveaux national et local joueront un rôle essentiel dans l'approbation, la coordination et le suivi du projet de reboisement des forêts dégradées. Elles seront chargées de fournir les autorisations et les permis nécessaires, d'assurer l'alignement du projet avec les politiques et réglementations en vigueur, et d'apporter leur soutien logistique et financier. Leur implication étroite garantira la légalité et la durabilité des opérations de reboisement.

Communautés locales

Les populations riveraines des zones ciblées pour le reboisement seront au cœur du projet. Elles participeront activement à la planification des opérations, à la mise en œuvre des plantations et à l'entretien à long terme des forêts restaurées. Leur responsabilisation et leur appropriation du projet seront essentielles pour assurer son succès et sa pérennité. Les communautés bénéficieront également de programmes de renforcement des capacités et de développement économique lié à la valorisation durable des ressources forestières.

Organisations de la société civile

Des partenariats seront établis avec des ONG environnementales, des associations de développement local et des groupes communautaires. Leur expertise en matière de foresterie, de mobilisation sociale et de gestion de projets de terrain sera précieuse pour optimiser la mise en œuvre du reboisement. Ces organisations joueront également un rôle de relais auprès des communautés, facilitant ainsi leur engagement et garantissant la prise en compte de leurs préoccupations tout au long du projet.

Secteur privé

Des entreprises des secteurs forestier, agricole, énergétique et du tourisme seront impliquées dans le projet, notamment à travers des programmes de responsabilité sociale et environnementale. Leur soutien financier, leur expertise technique et leur capacité d'innovation contribueront à la réussite des opérations de reboisement et à la valorisation durable des ressources forestières. Ces partenariats privés permettront également de développer des débouchés économiques pour les communautés locales.

La réussite du projet de reboisement des forêts dégradées dans les régions de Boeny à Madagascar et de Mayotte reposera sur une mobilisation et une coordination efficace de l'ensemble des parties prenantes. Chacun des acteurs clés aura un rôle spécifique à jouer, depuis les autorités publiques qui encadreront les aspects réglementaires jusqu'aux communautés locales qui seront les acteurs de terrain, en passant par les organisations de la société civile et le secteur privé qui apporteront leur expertise et leurs ressources. Cette synergie d'efforts permettra de maximiser l'impact du projet sur le plan environnemental, social et économique, tout en assurant sa durabilité à long terme.

Article 22 : Gestion des risques

Identification des risques

Une analyse approfondie des risques potentiels sera réalisée dès le début du projet. Les équipes techniques examineront attentivement les facteurs environnementaux, techniques, organisationnels et financiers susceptibles d'affecter la réussite et la durabilité du reboisement des forêts dégradées dans les régions de



Boeny à Madagascar et de Mayotte. Cette identification des risques clés permettra de mettre en place des stratégies d'atténuation adaptées.

Évaluation et priorisation des risques

Chaque risque identifié sera évalué en fonction de sa probabilité d'occurrence et de son impact potentiel sur le projet. Une matrice de risques sera ainsi établie, permettant de classer les menaces par ordre de priorité et de se concentrer en premier lieu sur les risques les plus critiques. Cette approche structurée garantira une allocation optimale des ressources pour la gestion des risques.

Stratégies d'atténuation

Pour chaque risque prioritaire, des mesures d'atténuation seront définies et mises en place. Cela pourra inclure la mise en œuvre de protocoles d'urgence, la diversification des sources d'approvisionnement, le renforcement des capacités des équipes, la souscription d'assurances adaptées ou encore la planification de scénarios alternatifs. Ces stratégies viseront à réduire la probabilité d'occurrence des risques et à limiter leur impact sur le bon déroulement du projet.

Suivi et ajustements continus

Tout au long du projet, le plan de gestion des risques fera l'objet d'un suivi régulier. Les équipes techniques évalueront l'évolution des risques et ajusteront en conséquence les mesures d'atténuation. Cette approche proactive permettra de s'adapter rapidement aux changements de contexte et de garantir la résilience du projet face aux aléas et aux imprévus.

Article 23 : Indicateurs de performance

La mise en place d'un système d'indicateurs de performance solide et adapté sera essentielle pour suivre et évaluer l'impact du projet ambitieux de reboisement des forêts dégradées dans les régions de Boeny à Madagascar et de Mayotte. Ces métriques permettront de mesurer les progrès accomplis, d'identifier les points forts et les axes d'amélioration, et de réajuster les stratégies en fonction des résultats obtenus. Cette approche garantira la transparence et la responsabilité du projet tout au long de sa mise en œuvre.

- **Taux de survie des plants :** Ce premier indicateur évaluera l'efficacité des techniques de plantation et d'entretien, en mesurant le pourcentage d'arbres ayant réussi à s'implanter durablement dans les zones reboisées.
- **Croissance des jeunes plants :** La hauteur et le diamètre moyens des plants seront suivis régulièrement pour s'assurer d'une croissance saine et vigoureuse, reflétant la bonne santé des écosystèmes forestiers restaurés.
- **Biodiversité et régénération naturelle :** Des inventaires de la flore et de la faune seront réalisés pour évaluer l'enrichissement de la biodiversité et la capacité de régénération naturelle des forêts, témoins du rétablissement des équilibres écologiques.
- **Retombées économiques pour les communautés :** Les revenus générés par la valorisation durable des produits et services forestiers, ainsi que le nombre d'emplois créés, permettront de mesurer les bénéfices économiques du projet pour les populations locales.
- **Satisfaction et appropriation des communautés :** Des enquêtes et des indicateurs qualitatifs évalueront le niveau d'implication, de satisfaction et de responsabilisation des communautés vis-à-vis du projet de reboisement.

- **Durabilité à long terme** : Des indicateurs de suivi à long terme, tels que le taux de couverture forestière, la résilience aux aléas climatiques et la pérennité des financements, permettront d'apprécier la réussite du projet sur le long terme.

L'ensemble de ces indicateurs, définis de manière concertée avec les parties prenantes, feront l'objet d'un suivi et d'une évaluation régulière tout au long du projet. Les résultats obtenus seront systématiquement analysés et partagés avec l'ensemble des acteurs, favorisant ainsi la transparence, l'apprentissage continu et l'amélioration continue des actions de reboisement. Cette approche rigoureuse garantira la performance et la durabilité du projet de restauration des forêts dégradées dans les régions de Boeny et de Mayotte.

Article 24 : Livrables attendus

Dans le cadre du projet ambitieux de reboisement des forêts dégradées dans les régions de Boeny à Madagascar et de Mayotte, le prestataire retenu sera tenu de livrer un ensemble de livrables clés qui permettront de suivre et d'évaluer l'avancement et l'impact des différentes composantes de l'initiative. Ces livrables, définis en concertation avec les parties prenantes, viseront à garantir la transparence, la responsabilité et l'excellence opérationnelle tout au long de la mise en œuvre du projet.

1. **Plan de travail détaillé** : Le prestataire fournira un plan de travail complet, incluant le calendrier prévisionnel, les étapes-clés, les ressources mobilisées et les responsabilités de chaque équipe. Ce document de planification permettra de s'assurer de la bonne coordination et de l'avancement des différentes activités de reboisement.
2. **Rapports périodiques d'avancement** : Des rapports d'avancement trimestriels seront produits par le prestataire, présentant les progrès réalisés, les défis rencontrés et les mesures correctives mises en place. Ces documents favoriseront la transparence et faciliteront le suivi du projet par les parties prenantes.
3. **Études techniques et environnementales** : Le prestataire livrera les études préliminaires d'évaluation des sites, d'analyse des essences à planter et d'impact environnemental. Ces livrables techniques garantiront la pertinence et la durabilité des opérations de reboisement.
4. **Plans de plantation et d'entretien** : Des plans détaillés décrivant les techniques de mise en terre, les protocoles d'entretien et les méthodes de suivi seront élaborés et fournis, afin d'assurer la réussite et la pérennité des jeunes plants.
5. **Programmes de formation et d'accompagnement** : Les supports pédagogiques et les comptes rendus des formations dispensées aux communautés locales sur les meilleures pratiques de foresterie et de gestion durable seront livrés, témoignant de l'ancrage local du projet.
6. **Plans de gestion forestière** : Des plans de gestion forestière à long terme, co-construits avec les parties prenantes, seront remis pour chacune des zones reboisées. Ces documents guideront la pérennisation des actions de restauration écologique.
7. **Bilans et évaluations** : Des bilans d'étape et une évaluation finale du projet seront réalisés, intégrant une analyse des résultats, des impacts et des enseignements tirés. Ces livrables contribueront à la capitalisation des bonnes pratiques et à l'amélioration continue du projet.

L'ensemble de ces livrables, soigneusement élaborés et remis dans les délais convenus, permettront de suivre avec précision la mise en œuvre du projet de reboisement et d'en assurer la réussite à long terme. Ils témoigneront également de la rigueur et de l'expertise du prestataire sélectionné, garants de la qualité et de la durabilité des actions entreprises.

Article 25 : Processus de sélection du prestataire

Appel à manifestation d'intérêt

Le projet de reboisement des forêts dégradées de Boeny à Madagascar et de Mayotte fera l'objet d'un appel à manifestation d'intérêt ouvert à un large éventail de prestataires qualifiés. Cet appel permettra d'identifier les entreprises, les organisations non gouvernementales et les consortiums ayant l'expertise et les capacités nécessaires pour mener à bien cette initiative ambitieuse de restauration écologique à grande échelle.

Évaluation des offres

Les offres reçues seront examinées de manière rigoureuse par un comité d'évaluation composé d'experts forestiers, d'experts en développement local et de représentants des parties prenantes clés. Ce processus s'appuiera sur des critères techniques, financiers et organisationnels détaillés, permettant de sélectionner le prestataire le plus à même de relever les défis du projet et d'en assurer le succès.

Négociations et attribution

À l'issue de l'évaluation, le prestataire retenu fera l'objet de négociations approfondies afin d'arrêter les modalités contractuelles, le planning prévisionnel, les ressources allouées et les indicateurs de performance. Une fois ces aspects convenus, le contrat sera attribué, permettant le lancement officiel du projet de reboisement des forêts dégradées dans les régions de Boeny et de Mayotte.

Article 26 : Critères d'évaluation des offres

Pour sélectionner le prestataire le plus qualifié et en phase avec les objectifs du projet ambitieux de reboisement des forêts dégradées dans les régions de Boeny à Madagascar et de Mayotte, un ensemble de critères d'évaluation détaillés sera appliqué. Cette approche rigoureuse permettra de passer au crible les différentes offres reçues et de retenir l'organisation qui saura démontrer ses capacités techniques, organisationnelles et financières pour mener à bien cette initiative complexe de restauration écologique à grande échelle.

- **Expérience et expertise en foresterie tropicale** : Une solide expérience avérée du prestataire dans des projets de reboisement et de gestion durable des forêts dans des environnements similaires, en Afrique et dans l'océan Indien, sera essentielle.
- **Approche participative et engagement communautaire** : Une capacité démontrée à impliquer et à responsabiliser les communautés locales dans la planification, la mise en œuvre et le suivi des actions de reboisement sera un critère clé.
- **Capacités techniques et opérationnelles** : Le prestataire devra justifier de moyens humains, matériels et logistiques adaptés pour mener à bien les différentes étapes du projet, de la préparation des sites à l'entretien à long terme des zones reboisées.
- **Solidité financière et capacité d'investissement** : Une situation financière saine, des garanties de financement pérenne et une capacité d'investissement initiale élevée seront des atouts essentiels pour assurer la viabilité du projet.
- **Innovation et approches durables** : Une vision et des solutions innovantes en matière de reboisement, d'adaptation au changement climatique et de valorisation durable des ressources forestières seront appréciées.
- **Qualité des livrables et du plan d'action** : La qualité, la pertinence et le niveau de détail des livrables proposés, ainsi que la cohérence du plan d'action, seront des critères déterminants pour l'évaluation des offres.

L'ensemble de ces critères, ainsi que leur pondération respective, seront clairement définis dans les documents d'appel à manifestation d'intérêt. Cette approche transparente et équitable garantira une sélection du prestataire la plus à même de relever les défis techniques, environnementaux et sociaux du projet de reboisement des forêts dégradées dans les régions de Boeny et de Mayotte.

Article 27 : Modalités de suivi et de contrôle

Le projet ambitieux de reboisement des forêts dégradées dans les régions de Boeny à Madagascar et de Mayotte implique la mise en place de mécanismes de suivi et de contrôle rigoureux, afin de garantir la bonne exécution des travaux, le respect des objectifs définis et la pérennité des actions entreprises. Cet aspect sera essentiel pour maximiser l'impact environnemental, social et économique du projet à long terme.

Tout d'abord, un système de suivi régulier des activités de reboisement sera déployé sur le terrain. Des équipes techniques, en collaboration étroite avec les communautés locales, assureront un contrôle continu de la mise en œuvre des opérations, depuis la préparation des sites jusqu'à l'entretien et la protection des jeunes plants. Des indicateurs de performance clés, définis en amont, permettront d'évaluer l'avancement des travaux, d'identifier les éventuels écarts et de prendre les mesures correctives nécessaires.

Par ailleurs, un comité de pilotage, réunissant les autorités nationales et locales, les représentants des communautés, les partenaires techniques et financiers, sera chargé d'assurer un suivi stratégique du projet. Ce comité se réunira à intervalles réguliers pour examiner les rapports d'avancement, analyser les résultats obtenus, valider les ajustements éventuels et veiller à l'alignement du projet avec les priorités et réglementations en vigueur.

Des missions d'évaluation indépendantes seront également programmées à mi-parcours et à la fin du projet, afin d'apprécier de manière objective l'impact des actions de reboisement sur les plans environnemental, social et économique. Ces évaluations externes permettront de capitaliser les enseignements tirés, d'identifier les meilleures pratiques et d'envisager des perspectives d'amélioration continue pour des initiatives similaires à l'avenir.

Article 28 : Conclusion et perspectives

Le projet ambitieux de reboisement des forêts dégradées dans les régions de Boeny à Madagascar et de Mayotte marque une étape cruciale dans les efforts de restauration écologique et de renforcement de la résilience des écosystèmes forestiers de l'océan Indien. Grâce à l'implication coordonnée des autorités, des communautés locales, des organisations de la société civile et du secteur privé, ce vaste chantier de reboisement aura des impacts durables sur le plan environnemental, social et économique.

Au-delà des résultats tangibles en termes de surfaces reboisées, de biodiversité restaurée et de retombées économiques pour les populations, cette initiative ouvre la voie à de nouvelles perspectives encourageantes. Les enseignements tirés de ce projet pilote serviront de base pour envisager des programmes de reforestation à plus grande échelle dans d'autres régions de l'océan Indien, contribuant ainsi à la préservation et à la valorisation durable du capital naturel de ces écosystèmes fragiles face aux menaces du changement climatique.

La pérennité de ce projet dépendra de la capacité à maintenir l'engagement et la mobilisation de toutes les parties prenantes sur le long terme. La consolidation des partenariats, le renforcement des capacités locales et l'amélioration continue des pratiques de reboisement seront essentiels pour assurer le succès et la réplique.



de cette démarche innovante de restauration des forêts dégradées. Ensemble, nous pouvons ainsi façonner un avenir plus vert et plus résilient pour les communautés de la région de Boeny et de Mayotte.

Action 3: Sensibilisation à la protection et à la préservation des forêts à Mayotte et à Madagascar

Article 1 : Introduction

Ce cahier des charges techniques précis (CCTP) a pour objectif de définir les exigences techniques pour la sensibilisation à la protection et à la préservation des forêts de Mayotte et de la région de Boeny à Madagascar. Cette mission s'inscrit dans le cadre d'un projet régional visant à sensibiliser les populations locales sur l'importance de ces écosystèmes forestiers fragiles et menacés. Le CCTP présente de manière détaillée les objectifs, le périmètre géographique, les activités de sensibilisation à mettre en place, les groupes cibles, les livrables attendus ainsi que le profil du prestataire recherché.

Article 2 : Contexte

Le présent CCTP s'inscrit dans un projet régional visant à sensibiliser les populations locales de Mayotte et de la région de Boeny à Madagascar sur l'importance de la protection et de la préservation de leurs forêts respectives. Ces écosystèmes forestiers abritent une biodiversité riche et fragile, mais font face à de nombreuses menaces comme la déforestation, les incendies, le braconnage et la surexploitation des ressources. Il est donc primordial de développer des actions de sensibilisation ciblées pour informer et mobiliser les communautés vivant à proximité de ces forêts tropicales humides. Ce projet s'inscrit dans une dynamique plus large de gestion durable des ressources naturelles à l'échelle de l'océan Indien occidental, en collaboration avec les autorités locales et les organisations de la société civile.

À Mayotte, les forêts primaires et secondaires couvrent encore près de 60% du territoire, constituant un patrimoine naturel exceptionnel. Cependant, ces écosystèmes sont fragilisés par la pression foncière, l'urbanisation, l'exploitation non durable des ressources et les impacts du changement climatique. Il est donc essentiel de sensibiliser la population locale sur les enjeux de conservation de ces forêts uniques. De même, à Madagascar, la région de Boeny abrite des forêts sèches et humides abritant une faune et une flore endémiques. Mais ces forêts sont menacées par le déboisement, les feux de brousse et les activités agricoles non durables. Une mobilisation des communautés riveraines est nécessaire pour préserver ces écosystèmes essentiels.

Article 3 : Objectifs du CCTP

Les principaux objectifs de ce CCTP sont de définir un plan de sensibilisation efficace et ciblé pour préserver les forêts de Mayotte et de la région de Boeny à Madagascar. Il s'agit d'informer et d'impliquer les communautés locales vivant à proximité de ces écosystèmes forestiers fragiles et menacés afin de les mobiliser pour leur protection et leur gestion durable.

Plus spécifiquement, ce CCTP vise à :

- Sensibiliser les populations locales sur l'importance écologique, économique et culturelle des forêts tropicales humides de Mayotte et de Madagascar

- Expliquer les menaces qui pèsent sur ces écosystèmes (déforestation, incendies, braconnage, exploitation non durable) et les conséquences pour les communautés riveraines
- Promouvoir des pratiques de gestion forestière plus durables, en impliquant les autorités locales et les organisations de la société civile
- Encourager l'adoption de comportements et d'actions concrets de protection et de préservation des forêts par les différents groupes cibles
- Développer des outils et des activités de communication adaptés aux réalités socioculturelles des communautés locales
- Mettre en place un système de suivi et d'évaluation des actions de sensibilisation pour en mesurer l'impact et l'efficacité

Article 4 : Périmètre géographique

Le présent CCTP couvre deux zones géographiques distinctes mais complémentaires : les îles de Mayotte, un département français de l'océan Indien, et la région de Boeny à Madagascar. Ces deux régions présentent des écosystèmes forestiers riches et diversifiés, mais font face à des menaces similaires en termes de déforestation, d'exploitation non durable des ressources et d'impacts du changement climatique.

À Mayotte, le périmètre s'étendra sur l'ensemble du territoire de l'île, soit environ 374 km². Les forêts primaires et secondaires couvrent encore près de 60% de l'île, constituant un patrimoine naturel exceptionnel. Ces forêts humides abritent une faune et une flore endémiques, comme le célèbre sifaka de Mayotte, un primate menacé. La sensibilisation ciblera principalement les populations riveraines vivant à proximité de ces écosystèmes fragiles.

À Madagascar, le périmètre se concentrera sur la région de Boeny, située sur la côte ouest de l'île. Cette région abrite des forêts sèches et humides abritant une faune et une flore endémiques uniques au monde, comme le célèbre lémurien. Les actions de sensibilisation cibleront les communautés rurales vivant à proximité de ces zones forestières essentielles, menacées par le déboisement, les feux de brousse et les pratiques agricoles non durables.

Article 6 : Forêts de Mayotte

Les forêts de Mayotte, département français de l'océan Indien, constituent un patrimoine naturel exceptionnel qui couvre encore près de 60% du territoire insulaire. Ces écosystèmes forestiers luxuriants abritent une biodiversité foisonnante, notamment des espèces endémiques comme le sifaka de Mayotte, un primate menacé. Ces forêts primaires et secondaires jouent un rôle crucial en tant que poumons verts de l'île, régulant les cycles de l'eau, stabilisant les sols et offrant de précieux services écosystémiques aux populations locales.

Malheureusement, ces forêts tropicales humides sont fragilisées par de multiples menaces, telles que la pression foncière, l'urbanisation galopante, l'exploitation non durable des ressources naturelles et les impacts néfastes du changement climatique. La déforestation, les incendies et le braconnage mettent en péril l'équilibre fragile de ces écosystèmes, compromettant la protection de la biodiversité et le bien-être des communautés riveraines qui en dépendent étroitement.

C'est pourquoi il est essentiel de sensibiliser les populations mahoraises à l'importance de la protection et de la préservation de ces forêts uniques. En mobilisant les autorités locales, les organisations de la société civile et les communautés vivant à proximité de ces espaces naturels, des actions concrètes pourront être mises en place pour lutter contre la déforestation, promouvoir une gestion forestière durable et favoriser l'adoption de

pratiques respectueuses de l'environnement. Seule une prise de conscience collective permettra de sauvegarder ce patrimoine naturel exceptionnel pour les générations futures.

Article 7 : Forêts de Madagascar (région de Boeny)

La région de Boeny, située sur la côte ouest de Madagascar, abrite des écosystèmes forestiers uniques et d'une grande richesse. Ces forêts sèches et humides abritent une faune et une flore endémiques qui font la renommée de la Grande Île, comme le célèbre lémurien. Malheureusement, ces précieux massifs forestiers subissent de graves menaces, telles que le déboisement intensif, les feux de brousse incontrôlés et les pratiques agricoles non durables menées par les communautés rurales vivant à proximité.

Les forêts de Boeny jouent pourtant un rôle essentiel, en tant que réservoirs de biodiversité, en régulant le cycle de l'eau et en offrant de nombreux services écosystémiques vitaux aux populations locales. Elles représentent également un patrimoine naturel et culturel inestimable, constituant le cadre de vie de communautés qui en dépendent étroitement pour leur subsistance. Cependant, la déforestation galopante et la dégradation de ces écosystèmes fragilisent la résilience des communautés face aux impacts du changement climatique, tels que les sécheresses et les inondations.

Il est donc primordial de sensibiliser les populations riveraines sur l'importance de préserver ces forêts uniques et fragiles. En impliquant les autorités locales, les organisations de la société civile et les communautés, des actions concrètes pourront être entreprises pour lutter contre la déforestation, promouvoir des pratiques agricoles plus durables et favoriser une gestion forestière responsable. Seule une prise de conscience collective permettra de sauvegarder ce patrimoine naturel exceptionnel, qui fait la richesse de la région de Boeny et de Madagascar dans son ensemble.

Article 8 : Sensibilisation à la protection des forêts

La sensibilisation à la protection des forêts de Mayotte et de la région de Boeny à Madagascar est un enjeu essentiel pour préserver ces écosystèmes fragiles et menacés. Il s'agit d'informer et de mobiliser les populations locales vivant à proximité de ces espaces naturels afin qu'elles adoptent des comportements concrets en faveur de la conservation de ce patrimoine forestier exceptionnel.

Les actions de sensibilisation devront mettre l'accent sur l'importance écologique, économique et culturelle des forêts tropicales humides. Il sera notamment question d'expliquer leur rôle clé dans la régulation des cycles de l'eau, la stabilisation des sols, le maintien de la biodiversité endémique et la fourniture de nombreux services écosystémiques vitaux pour les communautés riveraines. La sensibilisation devra aussi aborder les menaces qui pèsent sur ces forêts, telles que la déforestation, les incendies, le braconnage et l'exploitation non durable des ressources.

Un accent particulier sera mis sur l'implication des autorités locales, des organisations de la société civile et des communautés dans la mise en place de mesures concrètes de protection des forêts. Cela pourra passer par le renforcement des aires protégées, la mise en place de plans de gestion forestière durable, le développement de programmes de reboisement et la lutte contre le commerce illégal des espèces. L'objectif est d'encourager l'adoption de comportements éco-responsables par les différents groupes cibles afin de préserver ces écosystèmes essentiels pour les générations futures.

Article 9 : Sensibilisation à la préservation des forêts

Au-delà de la protection des forêts de Mayotte et de la région de Boeny à Madagascar, la sensibilisation à leur préservation à long terme est un enjeu crucial. Il s'agit d'encourager les populations locales à adopter des comportements et des pratiques concrètes visant à garantir la durabilité de ces écosystèmes forestiers essentiels.

La préservation des forêts passe notamment par la valorisation des usages traditionnels et durables des ressources naturelles par les communautés riveraines. Il faudra ainsi promouvoir des modes d'exploitation forestière respectueux de l'environnement, comme la cueillette raisonnée de plantes médicinales ou l'agroforesterie. L'objectif est de démontrer que la conservation des forêts peut s'accompagner d'un développement économique local, en valorisant les services écosystémiques qu'elles procurent.

La sensibilisation devra également inciter les populations à s'impliquer activement dans des initiatives de reboisement, de restauration des forêts dégradées et de surveillance des espaces naturels. Cela passera par la mobilisation des autorités locales, des organisations de la société civile et des leaders communautaires, afin de mettre en place des programmes participatifs et inclusifs de gestion forestière durable.

Article 10 : Groupes cibles

Les actions de sensibilisation à la protection et à la préservation des forêts de Mayotte et de la région de Boeny à Madagascar s'adresseront à différents groupes cibles afin de maximiser leur impact et leur portée auprès des populations locales. Il s'agira d'atteindre à la fois les décideurs publics, les communautés riveraines, les acteurs économiques et la société civile pour susciter une mobilisation collective autour de ces enjeux environnementaux cruciaux.

- Les autorités locales (élus, administrations, services techniques) seront impliquées en priorité afin de s'assurer de l'appropriation des actions de sensibilisation par les pouvoirs publics. Il s'agira de les sensibiliser aux enjeux de conservation des forêts et de les impliquer dans la mise en place de mesures concrètes de protection et de gestion durable.
- Les communautés riveraines vivant à proximité des massifs forestiers seront au cœur du dispositif de sensibilisation. Qu'il s'agisse des agriculteurs, des éleveurs, des exploitants forestiers ou des populations autochtones, ces groupes cibles seront mobilisés pour adopter des pratiques plus respectueuses de l'environnement et s'impliquer activement dans la préservation de ces écosystèmes essentiels.
- Les organisations de la société civile (associations de protection de l'environnement, groupes communautaires, écoles) seront également ciblées afin de les encourager à s'engager aux côtés des populations locales pour la défense des forêts. Leur rôle sera crucial pour relayer les messages de sensibilisation et susciter l'adhésion du plus grand nombre.

En mobilisant ces différents groupes cibles de manière complémentaire, le projet de sensibilisation pourra s'appuyer sur une diversité d'acteurs locaux pour impulser une dynamique durable de préservation des forêts de Mayotte et de la région de Boeny à Madagascar. L'objectif est de générer une prise de conscience collective et de susciter l'engagement de tous les segments de la société dans la protection de ces écosystèmes forestiers fragiles et essentiels.

Article 11 : Activités de sensibilisation

Séances d'information et de sensibilisation



Des sessions d'information et de sensibilisation seront organisées dans les communautés riveraines des forêts de Mayotte et de la région de Boeny à Madagascar. Ces séances permettront de présenter les enjeux de protection et de préservation de ces écosystèmes forestiers fragiles, d'expliquer les menaces qui les pèsent et d'encourager l'adoption de comportements éco-responsables. Des supports visuels tels que des expositions, des vidéos et des jeux interactifs seront utilisés pour rendre ces informations accessibles et stimuler la participation active des populations locales.

Ateliers participatifs

Des ateliers participatifs seront organisés avec les communautés riveraines afin de les impliquer directement dans la réflexion et la mise en place d'actions concrètes de protection et de préservation des forêts. Ces ateliers permettront d'identifier les pratiques traditionnelles durables, de co-construire des plans de gestion forestière et de définir des indicateurs de suivi appropriés. L'objectif est de favoriser l'appropriation des enjeux par les populations locales et de stimuler leur engagement dans la pérennisation de ces écosystèmes essentiels.

Campagnes de reboisement

Des campagnes de reboisement seront organisées en partenariat avec les autorités locales, les organisations de la société civile et les communautés riveraines. Ces initiatives de restauration forestière permettront non seulement de reconstituer des espaces boisés dégradés, mais aussi d'impliquer activement les populations dans la protection à long terme de ces forêts. Les participants seront formés aux techniques de plantation et d'entretien des arbres, favorisant ainsi le développement de compétences locales en matière de gestion durable des ressources forestières.

Article 12 : Supports de communication

Affiches de sensibilisation

Des affiches attrayantes et informatives seront conçues pour sensibiliser le public à l'importance de préserver les forêts de Mayotte. Ces affiches mettront en avant la beauté et la richesse de ces écosystèmes forestiers, en mettant l'accent sur les espèces endémiques telles que le sifaka. Elles expliqueront également les menaces qui pèsent sur ces forêts et inciteront les populations à adopter des comportements éco-responsables pour les protéger. Ces affiches seront diffusées dans les lieux publics, les écoles et les mairies afin de toucher un large public.

Fiches d'information

Des fiches d'information détaillées seront élaborées pour sensibiliser les communautés riveraines de la région de Boeny à Madagascar sur les enjeux de préservation de leurs forêts. Ces fiches aborderont des sujets tels que l'importance écologique, économique et culturelle des forêts sèches et humides, les menaces qui les pèsent (déforestation, feux de brousse, etc.), ainsi que les pratiques durables à mettre en place (agroforesterie, surveillance, reboisement, etc.). Ces supports écrits, agrémentés d'illustrations, permettront de transmettre des informations clés de manière accessible et pédagogique aux populations cibles.

Vidéos de sensibilisation

Des vidéos de sensibilisation seront produites pour toucher un public plus large et transmettre de manière attractive les messages clés sur la protection et la préservation des forêts de Mayotte et de la région de Boeny à Madagascar. Ces vidéos présenteront les enjeux liés à ces écosystèmes forestiers, les menaces qui les pèsent, ainsi que les initiatives menées par les autorités locales et les communautés pour les protéger. Elles mettront



l'accent sur l'importance de la mobilisation collective et l'adoption de comportements éco-responsables par les différents groupes cibles. Ces supports audiovisuels seront diffusés sur les réseaux sociaux, les sites web et lors d'événements de sensibilisation pour atteindre un maximum de personnes.

Article 13 : Événements de sensibilisation

Journées portes ouvertes

Des journées portes ouvertes seront organisées dans les forêts de Mayotte et de la région de Boeny à Madagascar afin de permettre aux populations locales de découvrir ces écosystèmes forestiers exceptionnels. Ces événements offriront l'opportunité aux visiteurs de se renseigner sur la biodiversité unique de ces espaces naturels, de participer à des activités de reboisement et d'échanger avec les autorités et les experts sur les enjeux de protection et de préservation.

Campagnes de communication

Des campagnes de communication à grande échelle seront déployées pour sensibiliser un public plus large aux enjeux de conservation des forêts de Mayotte et de la région de Boeny. Ces campagnes s'appuieront sur une combinaison de médias locaux (radio, télévision, presse écrite), de réseaux sociaux et d'événements publics pour diffuser des messages clairs et impactants sur l'importance de ces écosystèmes forestiers et la nécessité de les protéger.

Animations scolaires

Des animations pédagogiques seront organisées dans les écoles des communes riveraines des forêts de Mayotte et de la région de Boeny. Ces activités ludiques et interactives permettront de sensibiliser les jeunes générations à l'importance de la protection et de la préservation de ces espaces naturels. Les élèves pourront notamment participer à des ateliers de reboisement, découvrir la faune et la flore endémiques et s'impliquer dans des projets de surveillance communautaire des forêts.

Rencontres communautaires

Des rencontres communautaires seront organisées dans les villages situés à proximité des forêts de Mayotte et de la région de Boeny. Ces événements permettront d'établir un dialogue direct avec les populations locales, de recueillir leurs préoccupations et de co-construire des solutions adaptées pour la protection et la gestion durable de ces écosystèmes. Ces rencontres seront l'occasion de valoriser les pratiques traditionnelles respectueuses de l'environnement et d'encourager l'engagement de la communauté dans la préservation des forêts.

Afin de susciter une mobilisation collective autour de la protection et de la préservation des forêts de Mayotte et de la région de Boeny à Madagascar, une diversité d'événements de sensibilisation sera mise en place. Ces initiatives viseront à toucher les différents groupes cibles identifiés, des autorités locales aux communautés riveraines en passant par les jeunes générations scolarisées.

Les journées portes ouvertes permettront au grand public de découvrir ces écosystèmes forestiers exceptionnels et de s'informer sur les enjeux de leur conservation. Des campagnes de communication à grande échelle, utilisant les médias locaux et les réseaux sociaux, viseront quant à elles à sensibiliser un public plus large. Dans les écoles, des animations pédagogiques ludiques et interactives permettront d'ancrer dès le plus jeune âge l'importance de protéger ces forêts uniques.

Enfin, des rencontres communautaires seront organisées pour établir un dialogue direct avec les populations riveraines, valoriser leurs pratiques traditionnelles durables et les impliquer activement dans la gestion et la préservation de ces espaces naturels essentiels. L'objectif est de susciter une mobilisation collective et responsable de l'ensemble des acteurs locaux pour assurer la pérennité de ces forêts tropicales fragiles.

Article 14 : Indicateurs de suivi et d'évaluation

Afin de mesurer l'efficacité et l'impact des actions de sensibilisation à la protection et à la préservation des forêts de Mayotte et de la région de Boeny à Madagascar, un système d'indicateurs de suivi et d'évaluation sera mis en place. Ces indicateurs permettront de suivre les progrès réalisés, d'ajuster les activités en fonction des résultats obtenus et de rendre compte de manière transparente des avancées du projet aux différentes parties prenantes.

Indicateur	Objectif	Source de vérification
Nombre de personnes sensibilisées (autorités locales, communautés riveraines, société civile)	Atteindre au moins 5 000 personnes sensibilisées d'ici la fin du projet	Feuilles de présence, rapports d'activités
Pourcentage de communautés riveraines impliquées dans des initiatives de protection et de préservation des forêts	Au moins 50% des communautés riveraines participent activement aux actions	Registres de participation, évaluations de terrain
Surface forestière reboisée ou restaurée	Reboiser ou restaurer au moins 500 hectares de forêts dégradées	Données de suivi satellitaire, rapports techniques
Nombre d'espèces protégées (faune et flore endémiques)	Maintenir ou augmenter les populations d'espèces menacées	Études de biodiversité, suivis de terrain
Évolution des pratiques agricoles et forestières durables	Adoption de pratiques plus respectueuses de l'environnement par au moins 60% des exploitants	Enquêtes auprès des communautés, observations de terrain

Ces indicateurs, définis en concertation avec les autorités locales et les communautés, seront suivis régulièrement tout au long de la mise en œuvre du projet. Des évaluations intermédiaires et finales permettront d'analyser les résultats obtenus, d'identifier les bonnes pratiques et les défis rencontrés, et d'ajuster si nécessaire les stratégies de sensibilisation pour optimiser leur impact. La transparence et le partage des informations avec l'ensemble des parties prenantes seront essentiels pour garantir l'appropriation et la pérennité des actions entreprises.

Article 15 : Livrables attendus

Dans le cadre du projet de sensibilisation à la protection et à la préservation des forêts de Mayotte et de la région de Boeny à Madagascar, le prestataire devra fournir un ensemble de livrables concrets et mesurables. Ces livrables permettront de suivre l'avancement des activités, d'évaluer leur impact et de rendre compte des résultats obtenus auprès des différentes parties prenantes impliquées.

1. Plan d'action détaillé pour la mise en œuvre des activités de sensibilisation, incluant un calendrier prévisionnel, la répartition des responsabilités et les moyens alloués.
2. Supports de communication (affiches, fiches d'information, vidéos) adaptés aux différents groupes cibles et validés par les autorités locales.

3. Rapports d'activités périodiques (trimestriels ou semestriels) présentant les actions menées, les résultats obtenus et les indicateurs de suivi.
4. Outils de formation et de renforcement des capacités des acteurs locaux (autorités, communautés riveraines, organisations de la société civile) pour la protection et la gestion durable des forêts.
5. Bilan final du projet, comprenant une évaluation de l'impact des activités de sensibilisation, des recommandations pour la pérennisation des actions et un plan d'évolution/d'extension du projet.
6. Banque de contenus multimédia (photos, vidéos, témoignages) valorisant les initiatives de sensibilisation et les résultats obtenus, pour une diffusion sur les différents canaux de communication.

Ces livrables variés permettront de suivre étroitement l'avancement et la bonne exécution du projet, d'ajuster si nécessaire les stratégies de sensibilisation, et de valoriser les résultats auprès des bailleurs de fonds et des parties prenantes. Ils constitueront également une base solide pour pérenniser les actions entreprises et envisager leur extension à d'autres zones forestières menacées de la région.

Article 17 : Compétences requises

Expertise en communication et sensibilisation environnementale

Le prestataire devra disposer d'une solide expérience dans la conception et la mise en œuvre d'actions de sensibilisation auprès de diverses communautés sur des enjeux environnementaux. Il maîtrisera les techniques de communication adaptées aux différents groupes cibles, de l'élaboration de supports pédagogiques à l'animation d'ateliers participatifs.

Connaissance des écosystèmes forestiers tropicaux

Une expertise approfondie des forêts tropicales humides de Mayotte et sèches de la région de Boeny à Madagascar sera requise. Le prestataire devra bien comprendre les enjeux écologiques, économiques et socio-culturels liés à ces milieux naturels fragiles, ainsi que les principales menaces qui pèsent sur leur conservation.

Compétences en gestion de projet et en mobilisation des parties prenantes

Le prestataire devra faire preuve de compétences solides en matière de gestion de projet, de planification stratégique et de coordination des activités. Il saura mobiliser efficacement les différentes parties prenantes (autorités locales, communautés riveraines, organisations de la société civile) et faciliter leur implication active dans la mise en œuvre des actions de sensibilisation.

Maîtrise des outils de suivi et d'évaluation

Le prestataire devra être en mesure de mettre en place un système de suivi et d'évaluation rigoureux, en définissant des indicateurs pertinents et en collectant des données fiables. Il saura également analyser les résultats obtenus, identifier les bonnes pratiques et proposer des ajustements pour optimiser l'impact des activités de sensibilisation.

Pour mener à bien ce projet de sensibilisation à la protection et à la préservation des forêts de Mayotte et de la région de Boeny à Madagascar, le prestataire devra mobiliser une équipe pluridisciplinaire disposant de compétences variées et complémentaires. Au-delà de l'expertise technique, une capacité avérée à travailler en étroite collaboration avec les autorités locales et les communautés riveraines sera essentielle pour garantir le succès et la pérennité des actions entreprises.



Le prestataire devra notamment faire preuve d'une solide expérience en matière de communication environnementale et de sensibilisation des différents groupes cibles. Une connaissance approfondie des écosystèmes forestiers tropicaux, de leurs enjeux de conservation et des menaces qui les affectent, sera également requise. Des compétences éprouvées en gestion de projet, en mobilisation des parties prenantes et en suivi-évaluation permettront enfin d'assurer la mise en œuvre efficace et l'impact durable des activités de sensibilisation.

Article 18 : Expérience du prestataire

Le prestataire retenu devra justifier d'une solide expérience dans la conception et la mise en œuvre de campagnes de sensibilisation à la protection et à la préservation d'écosystèmes forestiers tropicaux fragiles, similaires à ceux de Mayotte et de la région de Boeny à Madagascar. Il devra notamment avoir démontré sa capacité à travailler en étroite collaboration avec les autorités locales, les communautés riveraines et les organisations de la société civile pour susciter leur engagement dans des initiatives de conservation à long terme.

Expertise confirmée dans la sensibilisation environnementale

Le prestataire devra justifier d'une expérience avérée dans la conception et la mise en œuvre de programmes de communication et de sensibilisation sur des enjeux environnementaux complexes. Il aura su développer et mettre en œuvre des approches innovantes et adaptées aux différents publics cibles, alliant supports pédagogiques, animations participatives et mobilisation communautaire. Ses références antérieures dans des contextes similaires de forêts tropicales à forte valeur écologique et culturelle seront un atout majeur.

Expertise technique sur les écosystèmes forestiers tropicaux

Au-delà de ses compétences en communication et sensibilisation, le prestataire devra également justifier d'une connaissance approfondie des écosystèmes forestiers tropicaux, de leur fonctionnement, de leur biodiversité et des menaces qui pèsent sur leur conservation. Il aura mené des études ou des projets sur les forêts humides de Mayotte et les forêts sèches de la région de Boeny à Madagascar, démontrant ainsi sa familiarité avec les enjeux spécifiques de ces milieux naturels fragiles.

Grâce à cette expertise technique et opérationnelle, le prestataire sera en mesure de concevoir et de mettre en œuvre des actions de sensibilisation à la fois pertinentes, efficaces et adaptées aux réalités locales. Son expérience avérée en gestion de projet, en mobilisation des parties prenantes et en suivi-évaluation sera également un atout majeur pour garantir le succès et la pérennité des initiatives entreprises en faveur de la protection et de la préservation de ces forêts tropicales essentielles.

Article 19 : Références similaires

Projet de sensibilisation aux enjeux forestiers à Madagascar

Le prestataire pourra s'appuyer sur son expérience dans la mise en œuvre d'un projet similaire de sensibilisation à la protection des forêts sèches dans la région de Boeny, à Madagascar. Ce projet a permis de sensibiliser plus de 3 000 personnes des communautés riveraines et des autorités locales sur l'importance de préserver ces écosystèmes fragiles, riches en biodiversité endémique. Des campagnes de communication, des ateliers participatifs et des initiatives de reboisement ont été déployés avec succès, favorisant l'engagement des acteurs locaux.



Campagne de sensibilisation environnementale à La Réunion

Le prestataire pourra également faire valoir son expérience dans la conception et la mise en œuvre d'une campagne de sensibilisation à grande échelle sur les enjeux environnementaux à La Réunion. Cette campagne, menée en partenariat avec les autorités locales et des ONG environnementales, a permis de toucher près de 20 000 personnes à travers des événements, des supports audiovisuels et des animations scolaires sur la protection des espaces naturels et la préservation de la biodiversité unique de l'île.

Projet de gestion durable des forêts communautaires au Cameroun

Enfin, le prestataire pourra valoriser son expertise dans la mise en place de projets de gestion durable des forêts communautaires au Cameroun. Ces initiatives ont permis d'impliquer activement les populations locales dans la surveillance, la restauration et l'exploitation responsable des ressources forestières, tout en préservant la biodiversité. Les approches participatives et les actions de renforcement des capacités développées dans ce contexte pourront être adaptées au présent projet de sensibilisation à Mayotte et dans la région de Boeny.

Fort de son expérience dans la conception et la mise en œuvre de programmes de sensibilisation environnementale dans des contextes similaires, le prestataire pourra s'appuyer sur des références pertinentes pour garantir le succès du présent projet de protection et de préservation des forêts de Mayotte et de la région de Boeny à Madagascar.

Parmi ces références, on peut notamment citer le projet de sensibilisation aux enjeux forestiers mené à Madagascar, qui a permis de mobiliser les communautés riveraines et les autorités locales autour d'actions concrètes de conservation. Le prestataire pourra également faire valoir son expertise dans la réalisation d'une vaste campagne de communication environnementale à La Réunion, démontrant ainsi sa capacité à toucher un large public et à susciter l'engagement de la société civile.

Enfin, les expériences acquises dans le cadre de projets de gestion durable des forêts communautaires au Cameroun permettront au prestataire de s'appuyer sur des approches participatives éprouvées pour impliquer activement les populations locales dans la protection et la préservation des forêts de Mayotte et de la région de Boeny. Ces références solides constitueront un atout majeur pour la réussite du présent projet de sensibilisation environnementale.

Article 20 : Durée de la mission

La mission de sensibilisation à la protection et à la préservation des forêts de Mayotte et de la région de Boeny à Madagascar s'étalera sur une durée de **18 mois**. Cette période permettra de déployer un programme complet d'actions de communication, de mobilisation et d'engagement des différentes parties prenantes pour assurer l'efficacité et la pérennité des initiatives entreprises.

Au cours de ces **18 mois**, le prestataire aura la responsabilité de concevoir, de mettre en œuvre et de suivre un ensemble d'activités de sensibilisation adaptées aux réalités locales et aux besoins spécifiques des communautés riveraines des forêts concernées. Cette durée lui permettra également de capitaliser sur les résultats obtenus, d'ajuster ses approches si nécessaire et de favoriser l'appropriation à long terme des enjeux de protection et de préservation par les différents acteurs impliqués.

La répartition des actions sur **18 mois** offrira en outre la possibilité d'organiser des événements de sensibilisation à différentes périodes de l'année, en tenant compte des calendriers des communautés locales, des cycles saisonniers des forêts et des disponibilités des autorités. Cela permettra de maximiser la portée et l'impact des messages diffusés auprès des populations cibles.

Article 21 : Modalités de paiement

Le paiement du prestataire pour la mise en œuvre du projet de sensibilisation à la protection et à la préservation des forêts de Mayotte et de la région de Boeny à Madagascar s'effectuera selon des modalités claires et transparentes, définies en concertation avec les autorités compétentes. Ces modalités viseront à assurer une gestion responsable des fonds alloués et à garantir la bonne exécution des activités prévues dans les délais impartis.

1. Un acompte de 30% **du montant total** sera versé au démarrage de la mission, permettant au prestataire de mobiliser les ressources nécessaires au lancement des activités.
1. Des paiements intermédiaires à hauteur de 20% **du montant total** seront effectués à l'issue de chaque étape clé du projet (validation des supports de communication, réalisation des événements de sensibilisation, remise des rapports d'activités), sur présentation des livrables correspondants et après validation par les autorités.
1. Le solde de 50% **du montant total** sera versé à l'issue de la mission, après la remise du bilan final, l'évaluation de l'impact des actions entreprises et l'approbation des autorités.

Ces modalités de paiement échelonné permettront d'assurer un flux de trésorerie adapté aux besoins du prestataire tout au long de la mise en œuvre du projet. Elles contribueront également à responsabiliser le prestataire dans la réalisation des livrables attendus et le respect des engagements contractuels. Un suivi étroit des dépenses et des justificatifs sera effectué par les autorités pour garantir la bonne gestion des fonds alloués.

Article 22 : Critères de sélection

Afin de sélectionner le prestataire le plus qualifié pour mener à bien ce projet de sensibilisation à la protection et à la préservation des forêts de Mayotte et de la région de Boeny à Madagascar, un ensemble de critères rigoureux sera appliqué. Ces critères permettront d'évaluer de manière objective les offres reçues et d'identifier l'équipe la plus à même de relever ce défi environnemental majeur avec succès.

- Expérience éprouvée dans la conception et la mise en œuvre de projets de sensibilisation environnementale, en particulier dans des contextes forestiers tropicaux similaires à ceux de Mayotte et de Madagascar.
- Expertise technique avérée sur les écosystèmes forestiers, leur biodiversité, leurs enjeux de conservation et les menaces qui les affectent, démontrée par des références et des réalisations pertinentes.
- Capacité à travailler en étroite collaboration avec les autorités locales, les communautés riveraines et les organisations de la société civile, favorisant leur implication active dans les actions de sensibilisation.
- Maîtrise des outils et des méthodes de communication, d'éducation et de mobilisation adaptés aux différents groupes cibles (populations locales, jeunes, décideurs, etc.).
- Solides compétences en gestion de projet, en suivi-évaluation et en capitalisation des bonnes pratiques, permettant d'assurer l'efficacité et la pérennité des initiatives entreprises.
- Capacité à mobiliser une équipe pluridisciplinaire disposant des expertises techniques, communicationnelles et opérationnelles nécessaires.
- Engagements éthiques, sociaux et environnementaux en phase avec les valeurs et les objectifs du projet.



Ces critères de sélection, définis en concertation avec les autorités locales, permettront d'identifier le prestataire le plus à même de concevoir et de déployer des actions de sensibilisation innovantes, efficaces et adaptées aux réalités de terrain. L'évaluation portera non seulement sur les compétences techniques et opérationnelles, mais également sur la capacité du prestataire à mobiliser et à impliquer durablement les différentes parties prenantes dans la protection et la préservation de ces forêts tropicales essentielles.

Article 23 : Procédure de candidature

Dépôt de la candidature

Les candidats intéressés par ce projet de sensibilisation à la protection et à la préservation des forêts de Mayotte et de la région de Boeny à Madagascar devront déposer leur dossier de candidature dans les délais impartis. Ce dossier devra être transmis par voie électronique à l'adresse indiquée et inclure l'ensemble des pièces requises, détaillées dans la section suivante.

Examen des candidatures

Une fois la date limite de dépôt des offres atteinte, un comité d'évaluation composé de représentants des autorités locales, d'experts forestiers et d'organisations environnementales procédera à l'examen approfondi des dossiers de candidature reçus. Cette phase permettra d'apprécier la conformité des propositions aux critères de sélection définis et d'identifier les prestataires les plus qualifiés.

Entretiens et négociations

À l'issue de l'évaluation initiale, les candidats les mieux classés seront conviés à des entretiens individuels avec le comité. Ces échanges permettront d'approfondir certains aspects de leurs propositions, de clarifier les modalités de mise en œuvre et d'entamer des négociations sur les conditions contractuelles, notamment en termes de planning, de budget et de livrables attendus.

La procédure de candidature pour ce projet de sensibilisation à la protection et à la préservation des forêts de Mayotte et de la région de Boeny à Madagascar suit un processus structuré en plusieurs étapes. Tout d'abord, les candidats intéressés devront déposer leur dossier de candidature, comprenant l'ensemble des pièces requises, dans les délais impartis. Ce dossier sera ensuite examiné de manière approfondie par un comité d'évaluation composé de représentants des autorités locales, d'experts forestiers et d'organisations environnementales.

Les candidatures les plus prometteuses seront ensuite retenues pour des entretiens individuels, qui permettront d'approfondir certains aspects des propositions et d'entamer des négociations sur les modalités de mise en œuvre, notamment en termes de planning, de budget et de livrables attendus. Ce processus rigoureux vise à identifier le prestataire le plus qualifié et le mieux à même de concevoir et de déployer des actions de sensibilisation innovantes, efficaces et adaptées aux réalités de terrain.

Article 24 : Composition du dossier de candidature

Le dossier de candidature que les prestataires intéressés devront soumettre pour ce projet de sensibilisation à la protection et à la préservation des forêts de Mayotte et de la région de Boeny à Madagascar devra comprendre les éléments suivants :

- **Une lettre de motivation** détaillant les raisons pour lesquelles le prestataire souhaite s'impliquer dans cette mission et expliquant son adéquation avec les attentes et les exigences du projet.
- **Une présentation de l'entreprise ou de l'équipe**, mettant en avant l'expérience, les compétences et les références en lien avec les domaines d'intervention requis (communication environnementale, écosystèmes forestiers tropicaux, mobilisation des parties prenantes, etc.).
- **Un descriptif détaillé de la méthodologie proposée** pour la conception et la mise en œuvre des actions de sensibilisation, incluant les approches innovantes envisagées, les outils et supports de communication prévus, ainsi que le planning prévisionnel des activités sur la durée de 18 mois.
- **Une proposition financière** comprenant un budget détaillé et réaliste, avec la ventilation des différents postes de dépenses (personnel, logistique, production des supports, événements, etc.).
- **Les CV des principaux intervenants** mobilisés pour ce projet, mettant en avant leurs qualifications, leurs expériences pertinentes et leurs rôles spécifiques au sein de l'équipe.
- **Toute autre information complémentaire** que le prestataire jugerait utile de fournir pour démontrer sa capacité à répondre aux exigences du cahier des charges et à assurer le succès de la mission.

Ce dossier complet permettra au comité d'évaluation d'apprécier de manière approfondie les compétences, l'expérience et la méthodologie proposées par chaque prestataire candidat. L'objectif est d'identifier l'équipe la plus qualifiée et la mieux à même de concevoir et de mettre en œuvre des actions de sensibilisation innovantes, adaptées aux réalités locales et susceptibles d'avoir un impact durable sur la protection et la préservation des forêts de Mayotte et de la région de Boeny à Madagascar.

Article 25 : Date limite de dépôt des offres

Afin de garantir le bon déroulement du processus de sélection du prestataire chargé de concevoir et de mettre en œuvre les actions de sensibilisation à la protection et à la préservation des forêts de Mayotte et de la région de Boeny à Madagascar, une date limite de dépôt des offres a été fixée. Cette échéance permettra de recueillir l'ensemble des candidatures dans des délais raisonnables et d'entamer ensuite leur évaluation par le comité compétent.

La date limite de dépôt des offres est ainsi fixée au 20 **mai** 2024. Ce délai laisse suffisamment de temps aux prestataires intéressés pour préparer leur dossier de candidature de manière approfondie, en s'appuyant sur les informations détaillées contenues dans le présent cahier des charges. Il permettra également aux autorités compétentes de disposer d'un ensemble de propositions solides et pertinentes pour les analyser dans de bonnes conditions.

Les offres devront être transmises par voie électronique à l'adresse indiquée dans la section précédente, avant l'échéance du 20 **mai** 2024. Aucune candidature reçue après cette date limite ne pourra être prise en compte, sauf circonstances exceptionnelles dûment justifiées. Le comité d'évaluation se réserve le droit de procéder à des vérifications et à des demandes de compléments d'information auprès des candidats, si nécessaire.

Cette date butoir permettra de démarrer dans les meilleurs délais la phase d'examen approfondi des dossiers de candidature, en vue de l'identification du prestataire le plus qualifié pour mener à bien ce projet de sensibilisation à la protection et à la préservation des forêts de Mayotte et de la région de Boeny à Madagascar. Il s'agit d'une étape cruciale pour garantir le lancement rapide des actions sur le terrain et la réussite de cette mission environnementale prioritaire.

Article 26 : Modalités d'évaluation des offres

L'évaluation des offres des différents prestataires candidats pour le projet de sensibilisation à la protection et à la préservation des forêts de Mayotte et de la région de Boeny à Madagascar suivra une procédure rigoureuse et transparente, afin d'identifier l'équipe la plus qualifiée pour mener à bien cette mission environnementale.

Conformité aux critères de sélection

Le comité d'évaluation examinera en premier lieu la conformité des candidatures aux critères de sélection définis dans le cahier des charges, tels que l'expérience dans les projets de sensibilisation environnementale, l'expertise forestière, la capacité à travailler avec les parties prenantes locales ou encore les engagements éthiques et sociaux.

Évaluation de la méthodologie

Une attention particulière sera accordée à la méthodologie proposée par chaque prestataire pour concevoir et déployer les actions de sensibilisation, en termes d'approches innovantes, d'outils de communication et de planification des activités.

Analyse de la proposition financière

Le comité évaluera également le réalisme et la pertinence de la proposition financière, notamment la ventilation budgétaire et l'adéquation des moyens alloués aux différentes composantes du projet.

Appréciation de l'équipe mobilisée

Les CV et les compétences des intervenants clés proposés par chaque candidat feront l'objet d'un examen attentif, afin de s'assurer de la mobilisation d'une équipe pluridisciplinaire hautement qualifiée.

Entretiens et discussions complémentaires

Après l'analyse initiale des dossiers, les meilleurs candidats seront conviés à des entretiens individuels permettant d'approfondir certains aspects de leurs propositions et d'effectuer des discussions complémentaires.

À l'issue de cette évaluation approfondie, le comité établira un classement des offres en fonction de leur adéquation aux attentes du projet, de leur pertinence technique et opérationnelle, ainsi que de leur viabilité financière. Cette analyse comparative permettra de désigner le prestataire le plus à même de concevoir et de mettre en œuvre un programme de sensibilisation innovant, impactant et durable pour la protection et la préservation des forêts de Mayotte et de la région de Boeny à Madagascar.

Article 27 : Notification du résultat

Une fois le processus d'évaluation des offres pour le projet de sensibilisation à la protection et à la préservation des forêts de Mayotte et de la région de Boeny à Madagascar achevé, les autorités compétentes procéderont à la notification officielle du résultat aux différents candidats. Cette étape cruciale permettra d'informer le prestataire sélectionné de sa désignation et d'entamer les démarches nécessaires à la signature du contrat.

La notification du résultat sera transmise par voie électronique à l'ensemble des candidats, dans un délai de 2 **semaines** suivant la fin de l'évaluation des offres par le comité. Cette communication comprendra les principaux éléments ayant conduit au choix du prestataire retenu, en mettant en avant les points forts de sa



proposition et sa parfaite adéquation avec les attentes et les critères de sélection définis dans le cahier des charges.

Pour les candidats non retenus, cette notification précisera les raisons de leur non-sélection, afin de leur permettre d'identifier les éventuels points d'amélioration pour de futurs appels d'offres. Les autorités feront preuve de transparence et de bienveillance dans leurs retours, dans un esprit de dialogue constructif et de renforcement des capacités des acteurs locaux.

La notification du résultat marquera une étape importante dans le processus de sélection, ouvrant ainsi la voie à la signature du contrat avec le prestataire retenu et au lancement effectif des actions de sensibilisation sur le terrain. Ce moment sera l'occasion de réaffirmer l'engagement des autorités et de leurs partenaires envers la protection et la préservation des forêts de Mayotte et de la région de Boeny à Madagascar, en vue d'une mise en œuvre réussie de ce projet environnemental prioritaire.

Article 28 : Signature du contrat

Une fois le prestataire sélectionné pour mener à bien le projet de sensibilisation à la protection et à la préservation des forêts de Mayotte et de la région de Boeny à Madagascar, les autorités compétentes procéderont à la signature d'un contrat officiel, formalisant les engagements et les responsabilités de chacune des parties impliquées. Cette étape cruciale marquera le début effectif de la mise en œuvre des actions prévues sur le terrain.

Le contrat sera élaboré en concertation étroite avec le prestataire retenu, afin d'en définir précisément les clauses et les modalités d'exécution. Il abordera notamment les aspects suivants :

1. Les objectifs détaillés du projet et les livrables attendus
2. Le planning d'activités et les jalons clés à respecter
3. Le budget alloué et les modalités de paiement échelonnées
4. Les rôles et responsabilités de chacun des acteurs
5. Les indicateurs de suivi et d'évaluation de la performance
6. Les dispositions en matière de confidentialité, de propriété intellectuelle et de communication
7. Les conditions de résiliation et les pénalités en cas de manquement

La signature du contrat engagera formellement le prestataire à mettre en œuvre les actions de sensibilisation conformément aux exigences du cahier des charges et aux engagements qu'il aura pris dans sa proposition. Ce document juridique renforcera la responsabilisation du prestataire et garantira la bonne réalisation du projet dans le respect des délais, des budgets et des résultats attendus.

La signature du contrat constituera une étape majeure, permettant de donner le coup d'envoi officiel des activités de sensibilisation sur le terrain. Elle marquera l'engagement de toutes les parties prenantes à œuvrer ensemble pour la protection et la préservation de ces écosystèmes forestiers essentiels, en mobilisant les moyens techniques, humains et financiers nécessaires à la réussite de cette mission environnementale prioritaire.

Article 29 : Début de la mission

Mobilisation de l'équipe

Création de l'équipe projet et affectation des rôles



Planification des activités

Définition du calendrier et des jalons clés

Contacts avec les parties prenantes

Prise de contact avec les autorités locales et les communautés

Le démarrage du projet de sensibilisation à la protection et à la préservation des forêts de Mayotte et de la région de Boeny à Madagascar marquera une étape décisive dans la mobilisation des moyens et des acteurs nécessaires à la réussite de cette mission environnementale prioritaire. Une fois le prestataire sélectionné et le contrat signé, la mise en œuvre effective du projet pourra débuter avec la mobilisation d'une équipe projet dédiée et compétente.

Dans un premier temps, le prestataire procédera à la constitution de son équipe, en affectant clairement les rôles et les responsabilités de chacun des membres. Cela permettra de s'assurer de la cohérence et de la coordination des interventions, en s'appuyant sur les expertises complémentaires des différents spécialistes (forestiers, communicants, logisticiens, etc.). Un planning détaillé des activités sera également établi, définissant les étapes clés, les jalons intermédiaires et les délais à respecter pour la mise en œuvre des actions de sensibilisation.

Parallèlement, le prestataire prendra contact avec les autorités locales de Mayotte et de la région de Boeny à Madagascar, ainsi qu'avec les communautés riveraines des forêts concernées. Ces échanges préliminaires seront essentiels pour présenter le projet, recueillir les attentes et les besoins des parties prenantes, et définir les modalités de leur implication dans les activités de sensibilisation à venir. Cette phase de concertation et de coordination permettra d'ancrer solidement le projet dans les réalités locales et de favoriser l'appropriation des actions par les populations.

Le démarrage de la mission constituera ainsi une phase cruciale, au cours de laquelle le prestataire devra mobiliser ses ressources, s'organiser efficacement et établir des liens étroits avec les autorités et les communautés locales. Cette étape initiale déterminera en grande partie la réussite ultérieure des actions de sensibilisation et la capacité à générer un impact durable pour la protection et la préservation des forêts de Mayotte et de la région de Boeny à Madagascar.



CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE MAYOTTE
Le DGA Pôle Développement
Economique et Innovation
Ismaël ZOUBERT